Le NPD et les Syndicats (québécois) -- 1967-1971

**ces articles se trouvent aux Archives nationales du Canada

1967-03mars15-1	*Le Devoir* : ''Les centrales… sur l'engagement ''socialiste''
1967-03mars15-2	''Le NPD-Québec opte pour le statut particulier''
1967-05mai15-1a	*Le Devoir* : ''T.C.Douglas attaquent Ottawa (sur) le Vietnam''
1967-05mai15-1b	p.2 : (suite) : Douglas et Gordon attaquent ; Photo : R. Cliche
1967-05mai15-2a	*La Presse* : Douglas contredit le NPD-Québec et son chef
1967-05mai15-2b	p.2 : La FTQ réitère son appui au NPD, mais la CSN et la CIC….
1971-03mars-1a	p.1 : *le démocrate (No.2)*, organe officiel du NPD-Québec
1971-03mars-1b	p.3 : Les priorités du parti, par Raymond Laliberté
**1971-03mars	p.4 : Editorial : Le défi est lancé (le congrès)
**1971-03mars	p.5 : Les politiques du congrès : L'autodétermination oui
**1971-03mars	p.6 : The revival of the Quebec NDP : A report
**1971-03mars	p.7 : The poor don't trust us…
1971-03mars-1c	p.8 : La participation politique des syndicats
1971-03mars-1d	p.9 : (suite) par Emile Boudreau ; Photo : ligne de piquetage
**1971-03mars	p.10 : Texte intégral des résolutions adoptées
1971-03mars-1e	p.11 : La Langue et la culture ; L'orientation du parti
**1971-mars	pp.12-16 : NPD-Québec, Europe, Exécutif, Ahérez, etc.
1971-04avr-1a	p.1 : *le Démocrate (No. 3)* ''Le Québec à Ottawa !''
1971-04Avr-1b	p.2 : (''David Lewis, M.P. :) ''Je ne puis concevoir un…''
1971-04avr-1c	p.3 : (Lewis :) ''…Canada sans le Québec''
1971-04avr-1d	p.4 : Ed Broadbent : ''Toute groupe national a le droit…''
1971-04avr-1e	p.5 : Jim Laxer (Waffle) : ''…fondés sur un choix libre…''
1971-04avr-1f	p.6 : John Harney : ''En traitant les québécois avec…''
1971-04avr-1g	p.13 : (la suite des déclarations de :) Laxer et Harney
1971-04avr-1h	p.7 : Raymond Laliberté : What Quebec wants !
1971-04avr-1i	p.8 : NDP decision not to run candidates in Quebec
1971-04Avr-1j	p.9: Resolution: ''Quebecers'...right to self-determination''
1971-04avr-1k	p.10: Quotes (English) du *Devoir, La Presse & Montréal-Matin*
**1971-04avr	pp.11-13: E. Boudreau: critique du ''Option-Québec'' (du PQ)
**1971-04avr	pp.14-15 : ''La démocratie industrielle'' (Charles Bauer, CTC)

(Le Devoir, 15 mars 1967)

FTQ, CSN et CIC au congrès du NPD

Les centrales diffèrent d'avis sur l'engagement "socialiste"

Invités à s'adresser aux congressistes du NPD-Québec, en fin de semaine, les présidents de trois des quatre grandes centrales syndicales québécoises ont adopté des points de vue fort différents à l'égard du parti "socialiste".

M. Louis Laberge, président de la FTQ, a réaffirmé l'appui de sa centrale au NPD, et demandé, tout comme l'avait fait M. Laurier LaPierre plus tôt, qu'on cesse de remettre constamment en question le programme du parti. "Pour les travailleurs, un parti politique, ce n'est pas un cercle d'étude où l'on passe le plus clair de son temps à ressasser les mêmes idées sans jamais s'entendre... C'est un mouvement de masse, une machine même, en marche vers le pouvoir avec un certain bagage doctrinal et un programme correspondant aux besoins les plus pressants de la population."

Les travailleurs sont condamnés au pragmatisme, au sens du pratique, à la poursuite d'objectifs concrets, a poursuivi M. Laberge. "Les travailleurs feront de plus en plus confiance au NPD-Québec au fur et à mesure qu'il remportera des victoires électorales. Le NPD a déjà l'adhésion de principe de la majorité des travailleurs du Québec, mais pour qu'il obtienne leur adhésion pratique, c'est-à-dire leur vote aux élections, il faudra qu'il s'organise pour ne pas perdre toutes les élections... Pour attirer les travailleurs, le NPD doit renoncer à tout esprit de chapelle doctrinaire et sectaire, s'ouvrir généreusement à tous ceux qui sont prêts à oeuvrer ensemble au mieux-être de la population selon quelques grands principes directeurs."

Affirmant que, pour la première fois, le NPD a le vent dans les voiles, M. Laberge a annoncé qu'à l'automne la FTQ augmentera de 50 pour cent la cotisation des syndicats affiliés, précisément pour engager des permanents et pour mettre sur pied des comités d'action politique. Il ne faut pas, dit-il, que le progrès soit compromis par les "complexés de l'échec", qui sont immanquablement pris de panique devant la possibilité de voir enfin triompher leur cause.

Défendant, devant un groupe qui la conteste avec vigueur, l'indépendance et la liberté de sa centrale, le président de la CSN, M. Marcel Pepin a souligné que ceux qui se disent de la gauche devraient se réjouir, autant que ceux qui sont à droite se sentent affligés, de la liberté en marche.

Affirmant que la CSN est peut-être le groupe que l' "Establishment" aimerait le mieux abattre, M. Pepin a dit que l'indépendance "farouche" de sa centrale lui permet de se livrer à un libre examen de la réalité, tout en laissant à ses permanents et à ses membres la liberté d'oeuvrer dans le parti de leur choix. Plusieurs militent d'ailleurs au sein du Nouveau parti.

La liberté est souveraine, a-t-il ajouté, dans un monde cloisonné où la pensée créatrice est étouffée et soumise aux conditionnements des puissants. Notre indépendance, a dit M. Pepin, est la condition même d'un effort politique, social et idéologique, comme il y en a peu d'exemples en Amérique du Nord. La démocratie est redoutable pour les intérêts des exploiteurs, elle seule peut remettre en marche les classes populaires.

Soulignant que la méfiance du peuple à l'égard de ses dirigeants devient terrible, M. Pepin a dit: "Nous devons tous faire un effort considérable pour démontrer que nous avons d'autres formules et pour mieux informer le peuple des réalités économiques, de sorte qu'il puisse faire de véritables choix."

Laliberté : entre les deux

Pour sa part, M. Raymond Laliberté, président de la CIC et lui-même membre du Nouveau parti, a dit que la position de la centrale des instituteurs se situait quelque part entre celle d'un chef syndical (M. Laberge) qui appuie le NPD, mais dont les cotisants ne votent pas en majorité pour ce parti, et celle d'un autre chef syndical (M. Pepin) qui proclame l'indépendance de sa centrale mais dont les actions conduisent toutes vers l'adhésion à ce parti.

Au sujet de l'indépendance politique de la CIC, M. Lali-

(Suite à la page 2)

Les centrales

(suite de la page 3)

berté a dit: "Nous acceptons la diversité des engagements politiques de nos membres comme un reflet de la démocratie, même si elle n'est pas toujours éclairée." Relevant la décision récente de son groupement à se lancer dans l'action politique non partisane, il a dit que, quels qu'en soient les résultats, elle laisserait place aux divers partis politiques.

Il a également invité le NPD à se détourner des petites "chapelles" et à se gagner l'adhésion du vote populaire par la force de ses orientations. Il a admis que l'indépendance de la CIC pouvait être "néfaste", financièrement, envers le NPD, mais qu'elle s'avérerait profitable à long terme.

(Le Devoir, 15 mars 1967)

Le NPD-Québec opte pour le statut particulier

Le Devoir 15 mars 67 (suite)

par Gilles LESAGE

Le Nouveau parti démocratique du Québec — appuyé en cela par le leader fédéral, M. Tommy Douglas — s'est prononcé hier en faveur d'un statut particulier pour le Québec et il tentera de faire adopter son point de vue par l'ensemble du parti, lors des assises nationales du mois de juillet.

En vertu de ce statut, expression de la dualité culturelle du pays, il faudrait instaurer au Canada un régime à deux, mieux adapté à la solution des grands problèmes, à côté des mécanismes à dix exemplaires du niveau provincial et des régimes unitaires du niveau fédéral.

Sans endosser nécessairement tous les points du document de travail préparé par M. Charles Taylor et présenté par le conseil provincial du parti à l'approbation des 255 délégués, le chef fédéral, M. Douglas, a dit: Pour résoudre les graves problèmes de l'heure, il faut que la constitution reconnaisse que le Québec n'est pas une province comme les autres, et que les besoins culturels et les objectifs de cette province ne peuvent être atteints que par un statut particulier.

Cet arrangement, dit-il, entraînerait une meilleure compréhension et délimitation des pouvoirs que requiert le Québec, laissant ainsi les autres provinces et le gouvernement fédéral libres de mettre conjointement en oeuvre les politiques et les programmes qu'ils désirent, sans entrer en conflit avec les questions qui concernent la communauté canadienne-française au Canada.

Il devrait être entendu, estime M. Douglas, que des secteurs tels que les affaires extérieures, les relations avec les autres Etats souverains, la

(suite à gauche)

défense, la planification, les institutions bancaires, les taux d'intérêt, devraient relever exclusivement du fédéral. Dans plusieurs autres domaines, la juridiction pourrait être concurrente, et dans quelques autres, enfin, les objectifs du Québec feraient l'objet d'une "considération particulière".

La position de principe adoptée sans discussion par les congressistes va beaucoup plus loin, et étudie trois secteurs où il devrait y avoir un statut particulier ou une autre forme de régime à deux: la politique écomique et sociale, la constitution, les relations extérieures.

En premier lieu, le Québec devrait avoir un statut particulier dans le domaine de l'équipement collectif: l'éducation et le logement à prix modique,

(Suite à la page 2)

Le NPD-Québec

(Suite de la page 3)

l'aménagement urbain, tous "des services qui touchent de très près à la vie de la population, qui contribuent à façonner pour ainsi dire la vie quotidienne et qui par là même s'entrelacent avec sa vie culturelle". Au surplus, autant les Canadiens anglais veulent centraliser leurs efforts en ces secteurs, autant le Canada français ne saurait accepter un tel transfert de juridiction.

D'autre part, demande le NPD-Québec, la nouvelle constitution canadienne devrait refléter véritablement la dualité fondamentale du pays par: la reconnaissance des droits fondamentaux de tous les Canadiens; la création d'une Cour constitutionnelle bi-nationale; l'abolition du sénat et son remplacement par une Chambre représentative à parts égales des deux groupes linguistiques.

Accords internationaux

Prenant une position différente de celle du chef fédéral, le NPD-Québec demande enfin que "le Québec ait le droit de conclure des accords avec d'autres gouvernements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dans les matières qui relèvent de sa juridiction, pourvu que ces accords soient compatibles avec la politique étrangère du Canada"; ceci pour éviter, par exemple, que le Québec ne traite avec un pays contre lequel le Canada est tenu d'ériger un blocus (exemple, la Rhodésie) en vertu de son appartenance aux Nations unies. "Mais à l'intérieur de ce cadre très large, le Québec devrait pouvoir conclure les ententes nécessaires à une collaboration avec d'autres gouvernements."

Deux nations

Rappelant qu'il y a bientôt deux ans, M. Douglas et lui-même ont, pour la première fois, parlé du statut particulier du Québec, M. Robert Cliche, a dit: "Pour nous, au pays, il n'y a pas que dix provinces, il y a d'abord deux nations. La nouvelle constitution canadienne devra donc définir la nature d'un fédéralisme modéré et : a) garantir les libertés fondamentales de tous les Canadiens au moyen d'une déclaration constitutionnelle des droits; b) reconnaître, préciser et définir le statut particulier du Québec comme gardien de la langue, de la culture et des traditions françaises; c) garantir aux minorités de langue française à l'extérieur du Québec les droits linguistiques dont jouit la minorité de langue anglaise au Québec.

D'autre part, trois des quatre participants d'un colloque, au cours des assises, se sont prononcés en faveur d'un statut particulier pour le Québec.

Voie du dynamisme

La position du professeur Jacques-Yvan Morin, président des états généraux, est bien connue: c'est la seule solution si l'on veut que le Canada continue d'exister; sinon ce sera les Etats associés ou l'indépendance, deux voies qui offrent des obstacles que l'on n'est pas prêt de surmonter. Plus augmentera l'autonomie du Québec, plus se fera sentir le besoin d'une collaboration basée non pas sur la subordination, mais sur la synchronisation et la coordination.

Le président sortant de charge du NPD-Québec, M. Charles Taylor a souligné que l'expression du statut particulier ne devait pas s'entendre dans un sens négatif, mais comme l'explicitation dynamique de la dualité culturelle.

Mme Evelyn Dumas-Gagnon, journaliste au "Devoir", a souligné pour sa part que le statut particulier est un moyen de sauvegarder pour les individus une liberté qui ait du sens. Si l'homme doit garder un sens dans un monde technologique, les zones de décisions doivent être assez petites pour qu'il puisse les contrôler avec efficacité. Mais il ne s'agit pas, dit-elle, de troquer un carcan pour un autre, et le Québec doit pouvoir aller jusqu'au bout de lui-même, de son âme collective.

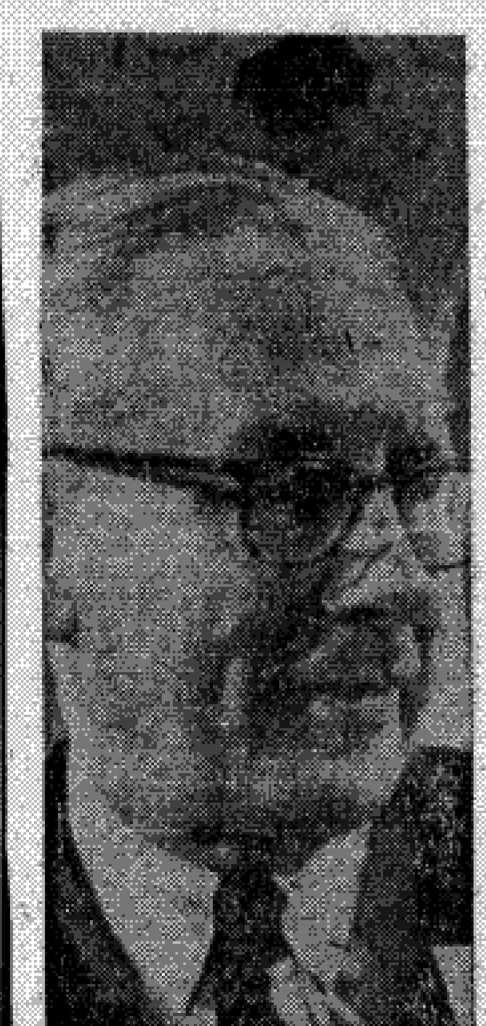
Quant à M. Max Mahon, éditorialiste au "Montreal Star", il ne croit pas nécessaire le statut particulier, parce qu'il constitue une réponse à ce qui est en voie de changer. Il estime qu'il y a une nette amélioration dans les relations entre Ottawa et les provinces, en ce sens que le fédéral se départit graduellement de son rôle d' "intrus". D'autre part, s'il se dit d'accord avec le désir du Québec de jouer un rôle international, il se demande ce que la province a fait de tous les pouvoirs qui sont les siens à l'heure actuelle.

LE DEVOIR

FAIS CE QUE DOIS

VOL. LVIII — NO 113 — MONTRÉAL, LUNDI, 15 MAI 1967

T. C. Douglas et W. Gordon attaquent l'attitude d'Ottawa au sujet du Vietnam



Gordon dénonce l'intervention des Etats-Unis

OTTAWA — M. Walter Gordon, ministre d'Etat dans le cabinet Pearson, a dénoncé l'intervention américaine au Vietnam et déploré la politique de neutralité qui est celle du Canada dans ce conflit. Parlant à Toronto samedi, le président du Conseil privé a affirmé que la guerre du Vietnam n'était justifiée ni moralement ni stratégiquement et qu'elle pouvait conduire à l'utilisation des armes nucléaires.

Bien que M. Gordon ait souligné qu'il parlait en tant que citoyen et non en tant que ministre, on s'attend à ce que le premier ministre Pearson ait à faire face, aux Communes aujourd'hui, à de nombreuses questions relatives aux déclarations de son ministre. Certains observateurs soulignent cependant qu'il est possible que

Voir page 2: Gordon

par Gilles LESAGE

Le chef du Nouveau parti démocratique, M. T. C. Douglas, s'en est pris samedi soir à la "timidité" et à la supposée neutralité du Canada à l'égard du conflit du Vietnam.

Alors que notre pays a cessé de vendre des armes à d'autres pays impliqués dans des conflits armés, dit-il, le Canada continue d'en vendre à coups de millions aux Etats-Unis, qui s'en servent au Vietnam. Se réjouissant de la déclaration de M. Walter Gordon sur la "guerre sanglante" qui sévit au Vietnam (voir ci-contre), le leader du NPD a ajouté: "Il est heureux de voir que certains libéraux commencent à parler. Je souhaite bonne chance à M. Gordon et j'espère qu'il pourra convaincre ses collègues et que tous retrouveront leur courage."

M. Douglas a fait cette déclaration au congrès du NPD-Québec à l'issue d'un banquet au cours duquel quelque 300 congressistes, auxquels s'étaient joints quelques invités, dont MM. André Laurendeau et Jean-Louis Gagnon, ont rendu un vibrant homme à Mme Thérèse Casgrain, pilier du socialisme au Québec depuis nombre d'années, et qui fait encore preuve aujourd'hui d'une activité et d'un dynamisme inlassables auprès de multiples mouvements, dont la Voix des femmes.

Rappelant les multiples prises de position catégoriques de son parti à cet égard, M. Douglas a dit qu'il fallait prendre extrêmement au sérieux l'avertissement récent du secrétaire général de l'ONU, M. U Thant, en ce qui concerne le danger que représente le conflit du Vietnam. Il a déploré vivement que le gouvernement libéral du Canada ne se départisse pas de son silence et de sa timidité et prête encore des chances de succès à sa diplomatie discrète. Il faudrait qu'une voix se lève et dise aux Etats-Unis: "Au nom de Dieu, cessez les bombardements, et si vous déclenchez une guerre mondiale, ne comptez pas sur l'aide du Canada." C'est là le devoir du Canada dans ce conflit, estime le chef du NPD.

CRISE DE CROISSANCE . . .

Pour leur part, les congressistes, après avoir réélu à l'unanimité M. Robert Cliche comme leader du NPD-Québec, ont adopté quelques résolutions à caractère "international", dont l'une condamne les Etats-Unis comme étant "les seuls agresseurs dans la lutte intestine du peuple vietnamien", et dont une autre exige que le Canada cesse de vendre aux Etats-Unis, étant donné, notamment, le rôle non partisan que notre pays est censé jouer à la Commission internationale de contrôle.

Le NPD-Québec demande aussi que le Canada retire sa contribution militaire à l'OTAN et la mette à la disposition de l'ONU, en vue de la création d'une force permanente pour le maintien de la paix. Le parti invite aussi le Canada à reconnaître la Chine populaire et à proposer son admission à l'ONU.

Par contre, de nombreuses résolutions qui portaient sur des problèmes plus "domestiques" ont été laissées de côté, les congressistes se perdant dans un cahier mêlé comme à plaisir et multipliant les points d'ordre et les questions de privilège pour demander précisément qu'on en vienne à des questions... domestiques.

M. Louis Laberge, qui venait à peine de demander aux socialistes de cesser de discuter sur les grands principes, s'est fait crier "shame" et s'est fait taxer de "belligérance" par des militants qui ne prisaient guère la manière forte dont il dirigeait une séance plénière.

Au fait, tout le congrès, qui groupait la plupart des têtes habituelles, dont une bonne part viennent du "Montreal West End", bien que le NPD se soit acquis de nouveaux appuis un peu partout en province, a témoigné éloquemment de cette "crise de croissance" familière, et qui se joue cette fois entre les jeunes, radicalistes et idéologues de tout crin, et les aînés, rompus par plusieurs défaites et qui, cette fois, aspirent à une action électorale plus vigoureuse.

VOIR PAGE 2: MM. DOUGLAS ET GORDON ATTAQUENT



MM. T. C. Douglas, chef national du NPD, et M. Robert Cliche, réélu leader du parti au Québec, ont participé au deuxième congrès du NPD-Québec, en fin de semaine. (Nos informations sur ces assises à la page trois).

(Photo Le Devoir).

A MONTREAL :

1 reine, 2 présidents, 1 envoyé royal, 2 princesses...

Une reine (la reine Juliana des Pays-Bas) deux chefs d'Etat (le président de la république d'Autriche, M. Franz Jonas; et le président de la république de Tchécoslovaquie, M. Antonin Novotny) et le représentant personnel d'un roi, (le prince Albert de Liège, frè-

se trouvent aujourd'hui simultanément à Montréal. Les uns y commencent leur voyage au Canada, effectué à l'occasion de l'Exposition universelle et le Centenaire de la constitution, les autres y poursuivent un séjour commencé la semaine dernière.

Cette "concentration" de personnalités étrangères, toutes accompagnées de leur ministre des affaires étrangères ou de proches collabor...

Hydro: nouvelle grève à Montréal

Les employés de l'Hydro-Québec dans la région de Montréal débrayeront à nouveau aujourd'hui, pour la deuxième fois depuis le début des grèves tournantes qui frappent l'une après l'autre toutes les régions du Québec. Il n'est pas impossible en outre que pour accroître la pression dans les négociations, une deuxième région déclenche un débrayage au

Sous la pluie, samedi, à Fatima

Le pape a prié pour l'É... la paix

"La paix dans le monde mais

"Bombardez Hanoï", clament des milliers de personnes dans les rues de New York

...entaines d'organisations ont ... de M. Ray Gimler, ancien ...es marines : des dizaines de ... filé sur la cinquième Avenue ... montrer le "soutien massif de l'effort de guer... ain de la part de la majorité de la population".

...ldats décorés de la ... d'honneur" ou... défilé. Derrière eux ...t des milliers d'an... battants, portant fiè... urs décorations, leurs ... chacuns derrière la ...e leurs propres régi...

...es délégations des for... police, des pompiers ...kais, de l'American Le... es syndicats affiliés à ...IO, des teamsters; der... ux les enfants des éco... us par classes entières ... ortées en autobus de... grande banlieue; enfin, ... nt la marche, les chars, ... nses, imposants, formida... de l'American Legion, ... syndicat des marins, et ... e de la John Brish So...r.

...ntre chaque délégation, dé... ient de petits groupes d'i... ganisés, principalement des ... mes et des adolescents.

Tous ces manifestants bran... ssaient des drapeaux améri... ins et les agitaient frénéti... uement tout en chantant ... God Bless America" ou l'hym... e des marines, en scandant : "Nous voulons la victoire immédiatement", "Soutenez nos troupes" ou même "Mieux vaut être morts que communistes" et "Bombardez Hanoï".

Combats aériens

D'autre part, dix Migs 17 nord-vietnamiens ont été abattus au cours de combats aériens samedi et hier, annonce Saïgon. Deux autres appareils ont été endommagés, indique-t-on de même source en précisant que "c'est le plus grand nombre d'avions perdus par les Nord-Vietnamiens en un laps de temps aussi court". Le total des Mig abattus depuis le début des combats aériens s'élève ainsi à 60.

Selon Hanoi cinq avions américains ont été détruits au cours de cette même bataille.

Celle-ci s'est déroulée al... que des appareils américai... basés en Thaïlande, attaquai... à nouveau la gare de Yen B... au nord de Hanoi, ainsi que ... casernes situées à 25 m... de la capitale.

Un autre raid, sur les missions effectuées samed... eu pour objectif un groupe ... bases de fusées sol-air ... de la zone démilitarisée a... de Dong-Hoi. Selon les pi... les bases ont été neutral... Enfin des B-52 ont bom... des positions vietcong à ... de Hué.

LE DEVOIR, MONTRÉAL, LUNDI 15 MAI 1967

MM. Douglas et Gordon attaquent

(Suite de la première page)

M. Cliche a même dû lancer un appel à la discipline, soulignant que la venue au parti de nombreux Québécois désillusionnés des vieux partis peut causer des problèmes aux amants de l'orthodoxie socialiste. "Il ne faut pas que le parti se désagrège en petits clans, dit-il, la clientèle est là, il s'agit maintenant de la rejoindre, non seulement à Montréal mais dans toute la province. Rien ne nous barre plus la route, les vieux mythes sont tombés, il s'agit d'y aller à fond de train !"

Le leader a dit que les problèmes les plus vifs étaient ceux de la discipline, des finances et de l'organisation.

Les jeunes ont participé fort activement au congrès. Sous la conduite de M. Michel Bissonnet, président de leur groupe et candidat dans Papineau au scrutin du 29 mai, ils se sont opposés avec succès à la dissolution d'un organisme autonome pour les moins de trente ans au sein du NPD. Ils ont fait à plusieurs reprises un joyeux tapage pour faire valoir leurs idées.

Le nouveau président du parti au Québec est M. Roland Morin, un permanent de la FTQ. Il remplace le professeur Charles Taylor, qui ne se représentait pas. Les membres de l'exécutif sont MM. Gaétan Dufour, aussi de la FTQ, le docteur Denis Lazure, candidat dans Outremont à l'élection du 29 mai, Richard Comber, Gérard Marotte, gérant de caisse populaire qui a "failli" être aussi candidat, Marcel Lalonde, un étudiant, William Miller et Marie-Nicole Gagnon.

Tout le congrès laisse entrevoir, notamment à la suite de l'appel au "réalisme" de M. Laurier LaPierre, que le NPD délaissera quelque peu les grandes discussions sur la "pureté idéologique" pour s'orienter vers l'action plus directement électorale.

Gordon

(Suite de la première page)

les propos de M. Gordon reflètent des opinions que le premier ministre n'ose exprimer lui-même.

Dans son allocution, M. Walter Gordon a en outre lancé un appel à tous les Canadiens, et principalement au gouvernement d'Ottawa, pour qu'ils fassent pression sur Washington afin d'obtenir la cessation des bombardements au Nord aussi bien qu'au Sud-Vietnam.

 (trouvé dans mai 1967)

Ententes internationales: Douglas contredit le NPD-Québec ainsi que son chef, R. Cliche

par Pierre Godin

Si le Nouveau Parti démocratique du Québec et M. Tommy Douglas, chef du NPD fédéral, sont tombés d'accord en fin de semaine sur la nécessité d'un statut particulier pour le Québec, il semble cependant qu'ils ne soient pas d'accord quant au droit du Québec à conclure des ententes internationales.

En effet, au cours du congrès de fin de semaine, à Montréal, la section québécoise du NPD a adopté un document prônant un statut particulier pour le Québec avec la possibilité pour ce dernier de signer des ententes avec les pays étrangers dans les domaines de sa juridiction.

Pour M. Douglas, semble-t-il, la reconnaissance d'un statut particulier pour le Québec n'implique pas pour celui-ci le pouvoir de conclure des traités avec les pays étrangers même dans des matières relevant de sa compétence.

En effet, dans le discours qu'il a prononcé, samedi soir, au cours d'un banquet en hommage à Mme Thérèse Casgrain, militante socialiste de la première heure, M. Douglas a affirmé que le Québec doit accepter la juridiction exclusive d'Ottawa en matière de relations étrangères. La veille, M. Cliche, leader québecois du NPD, avait soutenu la thèse contraire.

"La position de notre parti, a dit M. Douglas, est que la solution aux problèmes constitutionnels actuels réside dans la reconnaissance de ce fait que le Québec n'est pas une province comme les autres et qu'il a des besoins culturels et des objectifs qui ne peuvent être réalisés que par des arrangements spéciaux."

Après avoir souligné qu'en matière de programme de recyclage des adultes, de recherche et d'éducation universitaire, le Québec doit jouir d'une liberté de manoeuvre, à cause de son caractère particulier, M. Douglas a tenu cependant à signaler certains champs d'activité, dont les affaires extérieures, où le fédéral a seul juridiction.

Juridiction exclusive

"Nous nous attendons à ce qu'il soit clairement entendu, et nous sommes convaincus que le Québec en conviendra, que dans des domaines comme les affaires extérieures, les relations avec les pays souverains, la défense, la planification globale, les institutions bancaires, etc., le gouvernement fédéral doit avoir une juridiction exclusive."

Dans d'autres secteurs, a ajouté M. Douglas, sans préciser, il pourrait y avoir une juridiction concurrente et alors les objectifs du Québec recevront une attention spéciale.

Par ailleurs, le document sur le statut particulier préparé par l'exécutif du NPD-Québec, adopté en principe par le conseil provincial du parti, vendredi, et finalement entériné par les 500 délégués au cours de la plénière de dimanche matin, précise que le Québec, à titre de foyer principal de culture française en Amérique, doit avoir des points de contact avec l'extérieur.

Droit du Québec

"Il faudrait que le Québec ait le droit de conclure des accords avec d'autres gouvernements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays dans les matières qui relèvent de sa juridiction, pourvu que ces accords soient compatibles avec la politique étrangère du Canada", soutient le document.

D'autre part, vendredi, au cours d'une conférence de presse préliminaire au congrès, le chef du NPD-Québec, M. Robert Cliche, avait donné son appui au premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, au sujet de la polémique qui a suivi la signature de l'entente culturelle entre le Canada et la Belgique.

M. Cliche avait déclaré que M. Johnson avait eu raison de protester contre la signature de cette entente sans consultation préalable avec le Québec. Il avait affirmé que le Québec devait avoir le droit de négocier des ententes internationales dans les limites de sa compétence.

Paradoxalement, la contradiction entre les propos de M. Douglas et la position adoptée par le NPD-Québec n'a suscité aucun débat lors de l'assemblée plénière d'hier. Plusieurs délégués ont cependant commenté entre eux la situation.

Vers la fin du congrès, une rumeur circula selon laquelle un délégué présenterait une résolution pour signaler la contradiction entre la position du parti et M. Douglas. Toutefois, il n'en fut rien. Il semble, selon certaines sources, que les dirigeants du NPD-Québec ont estimé que l'adoption par le congrès du document sur le statut particulier constituait indirectement une réponse à M. Douglas au sujet du droit du Québec à conclure des ententes internationales.

Une autre dominante du congrès a été l'opposition plus ou moins diffuse entre les jeunes du parti et les plus vieux. Beaucoup plus radicale que les aînés, la Jeunesse du NPD a tenté en vain de faire adopter certains amendements.

La seule victoire réelle de la Jeunesse du NPD a été de faire battre, vendredi soir, un amendement à la constitution présenté par l'exécutif et tendant à abolir la Jeunesse proprement dite du parti et à ne laisser subsister que la Fédération des étudiants néo-démocrates.

Selon l'exécutif, les jeunes travailleurs doivent être membres du parti par leur association de comté et non à l'intérieur d'un mouvement autonome au sein du parti.

Il faut bannir les clans et les chapelles! — *Cliche*

A peine élu chef du Nouveau parti démocratique du Québec, pour un nouveau mandat de deux ans, M. Robert Cliche a lancé en fin de semaine un appel à la discipline et à l'unité idéologique au sein du parti.

Soulignant que la cote du NPD monte en flèche partout au pays, ce qui entraîne, a-t-il dit, des tensions et des problèmes de croissance, M. Cliche a demandé aux militants d'éviter les cliques et les chapelles.

"L'image de notre parti est excellente dans le Québec, a déclaré le leader néo-démocrate. La clientèle est là, la demande existe et il ne faudrait pas, au moment où nous touchons au but, que le NPD se désagrège en petits clans et en chapelles".

Durant tout le congrès, les dirigeants et divers délégués ont mis l'accent sur la nécessité de l'unité au sein du parti. Ainsi, M. Louis Laberge, président de la FTQ, centrale qui appuie le NPD, a affirmé que son mouvement est prêt à oeuvrer dans le parti comme jamais dans le passé mais à la condition que cessent "les chapelles ardentes, les discussions sans fin et les propos de rêveurs".

(La Presse)

BANDES DESSINEES / ANNONCES CLASSEES / DECES

MONTREAL, LUNDI 15 MAI 1967 — 83e ANNEE — No 112



photo LA PRESSE

Hommage à une militante de la première heure

Le Nouveau Parti démocratique du Québec a rendu hommage, samedi soir, à Mme Thérèse Casgrain, militante socialiste de la première heure, au cours d'un banquet tenu dans le cadre du congrès du NPD-Québec. De gauche à droite, nous voyons M. Tommy Douglas, chef du NPD canadien, Mme Casgrain et M. Robert Cliche, chef du NPD-Québec.

La FTQ réitère son appui au NPD mais la CSN et la CIC restent à l'écart

Une seule centrale sur trois appuiera officiellement le Nouveau Parti démocratique du Québec dans ses efforts pour conquérir le pouvoir politique.

Tel est le bilan du congrès de fin de semaine du NPD-Québec alors que des trois présidents de centrales syndicales invités par le parti à venir exposer leur point de vue sur l'action politique, un seul, M. Louis Laberge, président de la Fédération des travailleurs du Québec, s'est dit prêt à oeuvrer officiellement pour le parti.

Les deux autres, M. Marcel Pepin, président de la Confédération des syndicats nationaux, et M. Raymond Laliberté, président de la Corporation des instituteurs catholiques du Québec, tout en exprimant leur accord avec la philosophie politique du NPD, ont affirmé l'intention de leur centrale de ne pas s'engager sur le terrain de l'action politique partisane.

M. Laberge, pour sa part, a dit que la FTQ est prête à passer à l'action avec le NPD. Il a annoncé l'intention des dirigeants de sa centrale de hausser la cotisation afin d'engager des permanents pour s'occuper de l'action politique.

"Nous sommes prêts à oeuvrer comme jamais dans le passé au sein du NPD. Nous voulons cependant que le NPD cesse d'être le point de rencontre des doctrinaires et des poètes de l'action. Nous voulons que cessent les chapelles ardentes, les discussions idéologiques et les rêves. Pour les travailleurs, un parti politique ce n'est pas un cercle d'études mais un mouvement de masse."

De son côté, M. Pepin, président de la CSN, a expliqué pourquoi son groupement ne veut pas se lier avec un parti politique, fut-ce le NPD. Quand on prétend que la CSN fait du "gompérisme", a-t-il dit, on prouve qu'on a rien compris de l'engagement politique profond de notre mouvement.

"La CSN ne cesse pas d'inquiéter tout ce qu'il y a de réactionnaires et d'exploiteurs dans notre pays, a déclaré M. Pepin. Nous sommes le groupe que "l'establishment" aimerait le mieux abattre. Ceux qui se disent de gauche devraient se réjouir autant que ceux qui sont à droite, se sentent affligés de la liberté en marche."

Ce qui caractérise la CSN, a-t-il ajouté, c'est son autonomie totale vis-à-vis toute autre centrale nord-américaine, sa liberté d'action et de pensée, son indépendance farouche à l'égard de l'ordre établi et l'absence de limite à sa critique économico-sociale. Certains, a souligné M. Pepin, veulent que nous troquions cette liberté contre l'adhésion à une doctrine ou un parti politique. Pour nous, la liberté reste souveraine et notre effort d'indépendance en est un de liberté politique.

le démocrate

Mars 1971 — Organe officiel du Nouveau Parti Démocratique du Québec — Vol. - No. 2.

Les politiques du congrès: une bombe bien amorcée

par Gilles Teasdale et Lise Courtemanche

Nul doute que la simple reconnaissance du "droit absolu du Québec à s'autodéterminer" est vite devenu le point crucial de tout le congrès du NPD-Québec qui s'est tenu à Montréal les 19, 20, et 21 février dernier.

Pour bien expliciter les politiques adoptées au congrès; décrivons-en, tout bonnement, l'historique; ou plutôt le déroulement, un peu comme une mèche allumée.

VENDREDI: QUOI DE NEUF!

La routine habituelle qui caractérise les débuts de congrès n'a pas épargné celui du NPD-Québec. Tout d'abord, le congrès a reçu le rapport du président sortant, M. Gérard Marotte, qui a eu la très grande honnêteté de reconnaître nos torts et heureusement nos mini-réalisations, notre participation au FRAP, entre autres. Nous lui rendons hommage pour ce réalisme peu commun aux hommes politiques.

Puis, vinrent les amendements constitutionnels, dont les plus importants sont: 1) abolition du poste de leader. Le conseil, qui a apporté cette proposition, a pensé que le président pourrait à la fois cumuler les fonctions et de président et de porte-parole; on évitera ainsi d'avoir, éventuellement, deux interprétations différentes à présenter aux membres et à la presse. 2) Le Conseil pourra reconnaître les associations de comté qui comptent dix membres, contrairement à trente-cinq, comme le stipulait auparavant, la constitution. Les autres amendements étaient conséquents des deux mentionnés ci-haut, ou d'intérêt secondaire.

ROBERT CLICHE, ORATEUR INVITÉ

L'ouverture du congrès a reçu un invité de marque: l'ex-leader du parti, Robert Cliche. On a vitement reconnu l'art oratoire de l'avocat de la Beauce.

Rappelant la débacle de juin '68 et "l'erreur politique grave que fut la

(Suite à la page 5)



Cliche, Arnold et Dion consultent les Boudreault sur "l'autodétermination." Photo: La Presse

Les priorités du parti

par G.-Raymond Laliberté
Président du NPD Québec

ORGANISATION

Plusieurs d'entre vous n'étaient pas présents au dernier congrès annuel du NPD Québec. J'ai donc le plaisir de vous saluer personnellement pour la première fois en cette occasion que me donne notre journal commun. Pour certains, ce ne sera cependant pas la première prise de contact, puisque ayant milité depuis 1962 au sein du parti, j'ai sans aucun doute déjà eu l'opportunité de les rencontrer. Pour les autres, disons que ce mot précède une rencontre réelle, puisque je souhaite faire le tour de tous les groupes qui sont présentement affiliés au NPD au sein du Québec.

EFFICACITÉ

Admettons cependant que peu d'associations sont présentement en véritable condition de fonctionnement. À celles qui le sont, je dis bravo, vous êtes d'une fidélité d'opinion tout à fait remarquable. Il importe maintenant que vous élargissiez les cadres de votre groupe, que vous recrutiez de nouveaux adhérents, en somme que vous vous prépariez rapidement au prochain congrès canadien du parti en avril. À celles qui ont ralenti le pas ces derniers temps, je souhaite une reprise d'activités et une organisation plus dynamique.

RECRUTEMENT

Mais là où l'action est le plus urgente, c'est dans les régions où toute activité a cessé. Nous avons un certain nombre de membres individuels à travers la province, qui ne peuvent oeuvrer dans leur milieu, étant donné qu'il n'existe aucune organisation locale leur permettant de collaborer à une action commune. Nous invitons ceux-là à communiquer dès maintenant avec le bureau central à Montréal et à nous indiquer le type de travail qu'ils seraient prêts à accomplir dans leur secteur. Nous pourrons les mettre en contact avec d'autres membres qui se retrouvent comme eux isolés dans leur coin, ignorant la plupart du temps qu'ils ne sont pas seuls. Il est urgent en effet que se forment le plus grand nombre possible de clubs régionaux et d'associations de comté au cours des quatre prochaines semaines et que débute dès maintenant l'élan qui nous portera jusqu'aux élections fédérales de 1972. Nous avons tout au plus une douzaine de mois devant nous pour ce faire.

Vous trouverez dans cette livraison du journal l'essentiel des résolutions qui ont été adoptées au cours du dernier congrès. Il importe que vous les fassiez connaître dans votre entourage et que vous vous en serviez dans vos efforts de recrutement. C'est maintenant là la ligne directrice officielle du NPD-Québec et ce sont ces résolutions que nous défendrons au prochain congrès canadien. Nous avons bon espoir de les y faire adopter par nos collègues du Canada anglais, étant donné qu'elles sont le prolongement direct des politiques antérieures du parti en ce qui concerne, entre autres, la reconnaissance de Deux Nations au Canada et l'obligation que le Québec ait un statut particulier en Amérique du Nord. Elles ont surpris nos confrères anglophones au premier abord, mais un examen attentif révèle qu'elles visent essentiellement à faire reconnaître une réalité tout aussi évidente chez les créditistes, les conservateurs du Québec, les partisans de la souveraineté politique que regroupe le P.Q. et même le cabinet libéral provincial ces derniers temps, qu'au sein du NPD: **les Québécois veulent décider eux-mêmes, et sans démagogie trudeauiste, sans intervention militaire et sans guerre civile, de leur avenir.** C'est ça que nous voulons faire reconnaître par le NPD-Canada.

C'est ça le droit des Québécois à leur autodétermination. Ce ne peut être la souveraineté éventuellement que si la majorité des citoyens du Québec votaient dans ce sens à l'occasion d'une élection provinciale. Ce qui n'est pas le cas présentement. Et nous

AUTODÉTERMINATION

ne sommes pas assurés que ce soit jamais le cas. De toutes façons, avec cette option, seul le gouvernement du Québec a autorité pour être le porte-



Photo: Montreal Star.
M. Raymond Laliberté

parole de la majorité des Québécois. C'est pourquoi, en se retirant de la scène électorale québécoise, le NPD-Québec ne peut supporter sur la scène fédérale, quelque option constitutionnelle que ce soit. C'est ce que nous demanderons également à nos collègues canadiens d'adopter lors du congrès d'avril prochain. Si nous y parvenons, ce sera un pas immense dans la pacification de l'avenir du Québec. Si nous n'y parvenons pas, nous oeuvrerons quand même dans ce sens à l'occasion des élections de 1972.

Et nous nous associerons avec le NPD-Canada en tout ce qui ne vient pas en conflit avec ce dont je viens de parler. Et le champ est vaste; c'est tout celui des questions sociales, économiques et de développement autonome face à l'impérialisme capitaliste des U.S.A. Je parlerai de ces autres questions dans la prochaine livraison du journal. Car elles sont à mon avis tout aussi primordiales que celle de l'autodétermination pacifique des Québécois. Sans elles, l'autodétermination politique est une "bebelle d'enfant". Voilà pourquoi il est important de nous associer aux socialistes du Canada anglais et de commencer dès aujourd'hui à préparer les fondements d'une transformation profonde de notre système socio-politico-économique. **Il faut changer cette maudite société qui nous étouffe!**

La participation politique des syndicats

par Émile Boudreau

Enfin!!! Le conseil confédéral de la C.S.N., après avoir augmenté son budget d'action politique "non partisane" a décidé de mandater le Secrétariat d'action politique de la centrale pour "organiser, conjointement avec les responsables de l'action politique à la F.T.Q. et à la C.E.Q., un grand colloque 'national' intersyndical à l'échelle de tout le Québec, lequel aura pour but de voir comment les salariés peuvent prendre le pouvoir dans les municipalités de la province" (La Presse, 25 février 1971). Les agriculteurs et les associations populaires ne semblent pas mentionnés nommément dans la décision du Conseil confédéral, mais si on juge par les colloques 'régionaux' qui ont eu lieu dans le passé, ils seront probablement invités, eux aussi, à participer à ces assises 'nationales' ".

Bravo! Ce n'est pas trop tôt, puisque les colloques "régionaux" ont pris fin depuis déjà assez longtemps (celui de Montréal a eu lieu les 4 et 5 avril 1970), mais bravo quand même. J'espère qu'on agira assez rapidement de part et d'autre pour fixer une date aussi rapprochée que possible pour ce colloque "national", et qu'aucun malencontreux congrès de l'une ou l'autre des centrales ne viendra encore repousser plus loin dans le temps cette prise de conscience conjointe indispensable dans le contexte politique actuel. Bravo encore! Ça démolit ma prophétie voulant que ce colloque "national" n'aurait jamais lieu, mais je ne tiens pas plus que ça à ma réputation de prophète. Je me contente d'être heureux de savoir qu'on va se rencontrer et que pendant quelques jours on va (idéalement) tenter d'oublier nos rivalités, syndicales et autres, et qu'on va discuter des mesures à prendre sur le plan politique dans l'intérêt de la classe des salariés. Bravo! Bravo! Bravo!

Ceci étant dit, je ne vois pas très bien comment on va pouvoir se rencontrer pendant quelques jours (deux ou trois jours, j'imagine?) et limiter nos discussions "politiques" aux méthodes à prendre pour que les salariés s'emparent du pouvoir dans les conseils municipaux et les commissions scolaires. C'est peut-être là une phase nécessaire, mais quiconque est le moindrement au fait de la politique sait très bien que ce n'est pas là que le "pouvoir" réside. Tout au plus peut-on parler d'"administration" . . . et encore!

Les municipalités, tout le monde le sait (je suppose) ce sont des créations de l'État québécois. Elles n'ont aucun pouvoir de taxation ni de réglementation en dehors des cadres rigides et précis qui leur sont fixés par la législation de l'État du Québec. Dès qu'il s'agit de l'exécution d'un projet tant soit peu d'envergure, elles doivent obtenir la permission (et le financement) de l'État. Quant il s'agit de questions de juridiction fédérale (comme la planification des installations portuaires, etc.), c'est à Ottawa qu'elles doivent s'adresser. À moins d'une loi de l'État qui les a mises au monde, elles ne peuvent même pas récupérer leur propre sol urbain. Si on s'empare du pouvoir au municipal, on aide peut-être à politiser des gens, mais on ne s'empare, en fait, que du pouvoir d'"administration" d'une infime partie du pouvoir politique que devraient exercer les salariés.

En ce qui concerne le domaine scolaire, c'est encore bien plus évident . . . Demandez à la C.E.Q., à l'Alliance des Professeurs et même à la CECM qui est-ce qui décide, du côté patronal, dans le présent conflit? La réponse? St-Pierre et L'Allier, évidemment! Et des postes de ministres, ça n'existe pas au niveau de la politique 'scolaire'. Et qui est-ce qui a passé le Bill 63? Qui est-ce qui s'apprête à passer le Bill (62?) au sujet de la restructuration des Commissions scolaires? Et le programme d'éducation . . . et les normes . . . et les modes de financement de l'éducation? Alors . . . qu'est-ce qui reste aux Commissions scolaires? L'engagement des "maîtresses" et des "profs", le balayage des écoles et les "chicanes" locales. Je caricature? À peine! La politique, celle qui compte vraiment, ça se fait au niveau de l'État. Quand on décide d'être absent à ce niveau (d'être "non partisan") ça ne sert à rien de se payer de mots. On décide en même temps d'être absent de la politique. Évidemment, on peut s'efforcer de "réveiller la conscience de classe des salariés", de susciter la "motivation" on peut publier des brochures sur des sujets précis comme le chômage, le logement, etc., etc., etc., mais, l'expérience est là pour le prouver, tant qu'il n'y a pas de danger qu'on réussisse à "swinger" des votes, ça ne dérange pas trop nos politiciens qui peuvent continuer bien tranquillement à nous passer des mesures de guerre et à nous refuser (à toute fin pratique) la participation à laquelle nous aurions droit.

La politique, ça ne se fera évidemment pas "en criant lapin", mais pour qu'on en vienne un jour à en faire (et il n'y a pas d'autre moyen pour les salariés d'"exercer le pouvoir") il faut, tout d'abord, **décider** d'en faire. Si on décide de ne pas en faire, il y a de grosses chances qu'on n'en fasse pas . . . ou qu'on n'en fasse seulement là où ça ne compte pas trop et où ça ne dérange pas trop de "monde" important.

On a un curieux de syndicalisme, au Québec et en Amérique du Nord. C'est un syndicalisme d'affaire idéologique sur les bords . . . C'est un syndicalisme d'affaire en ce sens que chaque fois qu'on parle de faire de l'action politique partisane c'est un peu comme si on parlait de quelque chose d'immoral. Notre idéologie . . . on tente de la faire passer dans nos résolutions en congrès, dans des mémoires aux gouvernements ("cap in hand sessions", comme on disait dans le temps) et par le biais des plus en plus nombreux "comités consultatifs" qui constituent un moyen comme un autre pour les "chefs" de faire du lobbying (du bon, je n'en doute pas) alors que les "indiens" font de la politique "non partisane".

J'ai eu le privilège d'aller (une fois dans ma vie) à Genève à l'occasion d'une Réunion Technique sur les Mines à l'automne 1968. Mes contacts avec les délégués travailleurs de tous les pays qui étaient représentés à cette Réunion m'ont fait constater que partout ailleurs dans le monde le syndicalisme s'occupe de politique (partisane, je vous prie de le croire) et s'en occupe, en certains cas, au point de vouloir lui-même prendre le pouvoir! Même aux États-Unis . . . On ne s'en occupe pas tellement en se branchant sur un parti — bien que le mouvement ouvrier américain ait été passablement "branché" sur le parti Démocrate — mais surtout au niveau des hommes. Et on s'en occupe activement: dénonciations de Sénateurs et de Gouverneurs, appuis à d'autres (nommément!), campagnes avec placards publicitaires pour "$1.00 for Cope" ou pour "Register and vote", etc. Ils n'ont pas les mêmes structures que nous autres, mais ils s'en occupent. Et en certaines occasions, le mouvement ouvrier a été clairement identifié comme étant la force qui avait fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Ici, si cela se produisait, on crierait à la catastrophe!

J'ignore ce qui se passera lors du colloque conjoint "national" préconisé par la C.S.N. Tout ce que je sais, c'est que lors du colloque "régional" du mois d'avril 1970 à Montréal, la position des participants, elle, n'était pas ambiguë. Et sauf erreur, ce fut là aussi la position des autres colloques régionaux. Voici le texte de la "conclusion" du colloque d'avril: (les soulignés sont les miens):



Photo: Montreal Star.

A-1 Il est proposé que la C.E.Q., la C.S.N. et la F.T.Q. s'entendent et prennent ensemble les moyens de mettre sur pied **systématiquement** sur les plans **national,** régional, municipal (districts électoraux — quartiers) et syndical des comités **d'action** politique et populaire **permanents,** réunissant des travailleurs salariés et les autres milieux défavorisés (syndiqués ou non-syndiqués) en collaboration avec les associations populaires existantes et les mouvements étudiants.

C-1 Que soit formé un secrétariat central **permanent et conjoint** des comités d'action politique.

C-4 Qu'un organisme régional soit formé dans la région de Montréal de 4 représentants permanents désignés et **rémunérés** par les 4 organismes régionaux soit:
le Conseil du Travail de Montréal (FTQ)
le Conseil Central des Syndicats Nationaux Mtl. (CSN)
le Regroupement des Associations Populaires
les Enseignants région métropolitaine (CEQ)

C-7 Que la responsabilité de la formation de se secrétariat **permanent** et **conjoint au plan du Québec** soit confiée au comité de coordination des colloques régionaux.

D-1 Que soit formé un Comité central **conjoint** d'action politique réunissant des délégués des comités d'action politique de salariés des municipalités.

E-1 Quand la conjoncture est favorable, que l'on présente ou appuie des salariés comme candidats aux élections municipales et scolaires.

On verra ce que le colloque "national" fera de ces conclusions. Bien sûr que ça présente des problèmes, un secrétariat central "conjoint" financé "conjointement". Ça échappe au contrôle absolu de l'une ou l'autre des centrales. Mais dans le fond, ne serait-ce pas mieux ainsi? Ne serait-ce pas plutôt une libération pour les centrales? Au moins, ne serait-ce pas une expérience à tenter pour quelques années? Oui, à mon avis, si on se prend au sérieux quand on dit qu'on veut "donner une voix à ceux qui n'en ont pas", et qu'on veut consacrer une partie de son budget à cette fin.

Qu'est-ce que ça donnera, cette entreprise conjointe? Est-ce que ça s'engagera de façon partisane? Est-ce que ça débouchera sur la formation d'un instrument politique pour les travailleurs? Est-ce que ça se contentera de "politiser" et de "motiver" les masses? On verra . . . à condition de ne pas lui lier les pieds au départ. Au moins, ça ne partira pas avec, au départ, une option "non partisane". Ça pourra oeuvrer. Ça fera des erreurs, c'est sûr, mais c'est aussi à peu près sûr que ça changera des choses. C'est Douglas, je crois qui avait dit que des gens ordinaires sont capables de choses extraordinaires lorsqu'ils oeuvrent ensemble. Pourquoi ne pas tenter l'expérience?

non encore exploitées et qui n'appartiennent pas encore à des intérêts privés, de même que les ressources énergétiques doivent être placées immédiatement sous le contrôle d'une Société d'exploitation des ressources et de l'énergie.

b) Toutes les ressources naturelles et énergétiques appartenant à des intérêts privés, mais non encore exploitées, doivent revenir au domaine public, à la suite d'un délai précis, à la guise de l'État, moyennant dédommagement.

c) La définition d'une politique provinciale des ressources énergétiques de concert avec les autorités fédérales pour assurer la sécurité du développement économique du Québec. Pareille politique doit tenir compte de l'existence de ressources interprovinciales et de l'exploitation et du transport de l'énergie entre les provinces.

2) Investissements étrangers:

a) Un contrôle plus strict des investissements étrangers en vue d'assurer le plus l'indépendance économique et de vérifier l'importance pour les besoins sociaux et industriels du Québec.

b) Un contrôle plus strict de l'activité des compagnies étrangères déjà établies au Québec, de façon que cette activité cadre davantage avec les besoins de la population du Québec.

3) Sources internes de capitaux:

La mobilisation des ressources de capitaux internes par la Société de développement des ressources et de l'énergie.

4) L'institution d'une Société de recherche industrielle pour analyser les perspectives économiques du Québec en termes d'industrie secondaire et d'industries nouvelles. Cette société doit avoir la tâche de rationaliser les ressources provinciales et les industries étrangères de manière à mieux servir le développement économique du Québec.

5) L'institution d'un Office de planification du milieu travaillant de concert avec les deux sociétés précédentes, pour conserver un haut niveau de qualité de la vie.

6) Le gouvernement, par son initiative doit encourager la formation d'associations coopératives agricoles.

7) Le gouvernement doit, par son initiative, promouvoir le syndicalisme.

8) L'institution d'un Office de travail et de la technologie pour trouver le moyen de concilier les surplus de main d'oeuvre et les innovations techniques. Cet office doit avoir la responsabilité précise d'approfondir le concept de l'embauche tournante, de répandre les projets de service communautaire et social et préparer l'avènement de la société post-industrielle.

9) L'institution d'offices régionaux de planification et de développement coordonnés par un organisme central d'État, en vue d'identifier les besoins et perspectives des régions en mettant l'accent sur les prises de décision démocratiques dans la mise en oeuvre des programmes de développement publics pour assurer qu'ils correspondent à des réalités communautaires.

10) L'institution d'un Office gouvernemental de révision chargé d'étudier le rôle futur des avoirs des compagnies étrangères.

DOCUMENT SUR LA LANGUE ET LA CULTURE

1. La politique linguistique et culturelle du NPD-Québec se base fondamentalement sur l'existence de deux nations au Canada. Aucune orientation du parti ne devra s'écarter de cette réalité. Nous rejetons donc l'application des recommandations de la Commission B & B au Québec.

2. Nous maintenons que seul le Québec est compétent à se définir comme étant le lieu de la nation canadienne-française. C'est donc le Québec seul qui doit veiller à ses intérêts culturels et linguistiques. La langue de la domination économique au Québec est l'anglais. Imposer la politique du bilinguisme intégral aux Québécois, c'est forcer leur assimilation collective comme prix nécessaire au progrès économique. Toutefois, nous réclamons le bilinguisme intégral au niveau des services du gouvernement fédéral et au niveau du système judiciaire.

3. Nous croyons que l'épanouissement culturel des peuples du Canada actuel dépend de la libération économique que seule une politique socialiste peut réaliser.

DOCUMENT SUR L'ORIENTATION DU PARTI

Faisant suite à sa décision de ne pas présenter de candidats aux élections provinciales, le présent Congrès redéfinit comme suit son rôle en territoire québécois, dans les domaines qui sont présentement, à tort ou à raison, sous la juridiction fédérale, et dans le débat constitutionnel.

1. Le Québec a un droit absolu à l'auto-détermination, c'est-à-dire à déterminer lui-même le degré de souveraineté qui lui convienne dans tous les domaines.

2. À cause des réalités économiques et géographiques du Canada et du continent nord-américain et de l'interdépendance qui en découle, et de la commune domination de nos économies par des intérêts capitalistes étrangers, principalement américains, il est désirable et il serait mutuellement profitable que se développe dès maintenant les liens les plus étroits entre le NPD-Québec et les socialistes du Canada anglophone en vue de formuler une nouvelle alliance entre les deux peuples qui forment le Canada actuel.

3. Le NPD-Québec est indépendant constitutionnellement du NPD-Canada. Il collaborera avec le NPD-Canada en tout ce qui ne vient pas en conflit avec les principes énoncés plus haut. Il continuera de toute façon en territoire québécois, à oeuvrer dans ce sens au niveau de la politique fédérale, dans le domaine des débats constitutionnels et en tout ce qui concerne notre domination économique.

4. Le NPD-Québec présentera au prochain congrès du NPD-Canada une série de propositions visant à faire prendre à celui-ci l'initiative de la tenue dans tout le Canada anglophone de véritables "constituantes populaires" ayant pour objets de:-

a) tenter de définir de nouveaux modes de participation politique des citoyens;

b) lancer véritablement le débat constitutionnel au sein de la population anglophone du Canada;

c) poser la nécessité d'imaginer de nouvelles formes de vie socio-culturelle moderne;

d) tenter de nouvelles définitions des structures politiques devant régir l'organisation socio-économique des citoyens.

5. Le NPD-Québec apportera pour sa part au sein du Québec sa pleine contribution aux initiatives de tout organisme démocratique de citoyens visant à oeuvrer pour le Québec dans le sens des objectifs énoncés ci-avant de redéfinition des modes de participation politique des citoyens, des formes de vie socio-culturelle moderne, ainsi que des structures politiques devant régir son organisation socio-économique interne.

6. En plus des liens fraternels qu'il désire maintenir avec les socialistes du Canada anglophone dans la poursuite des objectifs énoncés ci-avant, le NPD-Québec accentuera ses efforts de collaboration avec tous les mouvements oeuvrant dans la voie du socialisme démocratique ailleurs dans le monde.

le démocrate

Avril 1971 — Organe officiel du Nouveau Parti Démocratique du Québec — Vol. V - No. 3

Le Québec à Ottawa!

par Gilles Teasdale

Un nouveau slogan? Non. Depuis 104 ans que le Québec élit des députés à Ottawa... qui restent toujours minoritaires ou soumis. Mais le fait est là. Le Québec vit pour la Confédération. **Tout jeter par terre ou rester là, voilà deux solutions qui se propagent de plus en plus.** La première est plus récente, la deuxième vieillit. Entre les deux, n'y a-t-il pas un moyen terme, un terrain d'entente? Possible: la Nouvelle Alliance par le droit mutuel des deux peuples à s'autodéterminer.

LE CHEMIN À PARCOURIR

La seule politique valable et acceptable pour les Québécois au niveau fédéral se résume à un Parti qui oeuvrerait sur la scène pancanadienne en préconisant ce droit à l'autodétermination. Avant d'élire des députés qui avancent cette théorie, il faut qu'un Parti l'adopte. **Cette première étape est franchie, le NPD-Québec a cette politique dans son programme.** Il est fortement souhaitable que le NPD fédéral adopte aussi cette politique. Les observateurs prévoient une chaude lutte autour de cette question. C'est là que le NPD-Québec doit montrer toute sa force et toute sa vigueur politique. Nul doute que la présentation québécoise est de taille. Avec Raymond Laliberté et ses lieutenants, Cliche, Lapierre, Boudreau, Boyle et autres, une telle politique devrait être adoptée.

Les discours de ces hommes seront d'une importance capitale sur le plancher du congrès, mais ce n'est pas tout. Une tactique politique sera de mise: le "lobbying". Il faut que chaque délégué du Québec fasse son boulot en allant rencontrer le plus de délégués possible pour les convaincre de la justesse de notre position.

En plus, l'exécutif et le conseil ont adopté certaines stratégies pour le congrès. **L'idée qui a primé: un kiosque du NPD-Québec.** On retrouvera à l'intérieur de ce kiosque, outre de très jolies hôtesses, une abondante documentation sur la question de l'autodétermination et sur certains autres problèmes qui sont, selon les statistiques, plus québécois que canadiens: le chômage, le contrôle économique, la justice... **De plus, un bouton-publicité se devra d'être porté par au moins toute la délégation québécoise;** sur ce bouton, y sera inscrit, non par hasard, ce mot de dix-sept lettres — qui sera un des points de mire du congrès: AUTODÉTERMINATION.

LA POLITIQUE À SUIVRE

Une fois la question réglée, le tout recommence! Il faudra revenir dans "la belle province" pour convaincre nos concitoyens de voter et — si possible — d'oeuvrer pour nous. **Si nous réussissons à faire élire de sept à douze députés, notre tâche n'aura pas été vaine.** Mais une telle politique, en plus de faire appel à l'émotion nationale, fait appel à beaucoup de rationalité et — en période électorale — c'est parfois un handicap.

Toutefois, si nous réussissons à nous gagner de sérieux appuis, la tâche en sera plus aisée. **Nous nous devrons d'être plus qu'électoralistes,** de faire des actions concrètes dans nos quartiers, notre usine, notre bureau, notre milieu... partout.

Donc, au congrès, les délégués doivent "agir au plus sacrant", être présents non seulement sur la question de l'autodétermination, mais ouvrir l'éventail: **l'économique, la sécurité sociale, la justice et tout le reste.**

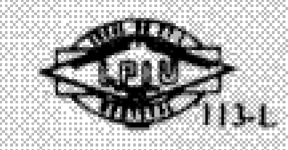
Pour tout congressiste, on peut tout résumer en une phrase: "De l'action, en veux-tu?... En v'là!"

Special Convention Supplement in English

PAGE 7

le démocrate

Organe officiel du N.P.D. QUEBEC



Vol. V - No. 3
Avril 1971

Rédacteur en chef:
Jean Léonard

Directeur de l'Administration:
Richard S. Comber

Comité de Rédaction:
Gaétan Boisvert
Donald Auger Boyle
Marie-Nicole Gagnon
Gilles Teasdale

Montage:
Jean-Marc Carle

Ont contribué:
Rebecca Augenfeld
Émile Boudreau
Lise Courtemanche
Raymond Laliberté
Hélène Lewis
Ginette L'Heureux

Distribution:
Alan Kellogg

Membres Associés:
Paris Arnopoulos
Donald Auger Boyle
J.A. "Gus" Callaghan
Richard S. Comber
Manny Dunsky
Michael Fish
Bob King
Jean Léonard
Gérard Marotte
Gaston McKenty
Jack Orbaum
Donald Peacock
Jean Pichon
Ted Preston
Charles Taylor

Publié par le Nouveau Parti Démocratique du Québec
4540, rue Garnier,
Montréal 177 (Québec).
Contenu 1971
Courrier de troisième classe, enregistrement no 10338
Affranchi à Montréal.

imprimé par Payette & Simms Inc.

"Je ne puis concevoir un

par David Lewis

Tout le monde admet que le problème majeur auquel les Canadiens ont à faire face aujourd'hui est celui de notre survivance en tant que pays uni.

Au cours des mois derniers, notre démocratie a été doublement menacée. Elle a d'abord été menacée par des hommes désespérés qui ont tenté de réaliser des changements par le terrorisme. Mais elle a encore été menacée lorsque les gouvernements fédéral et provincial, soi-disant gardiens de notre démocratie, ont détruit nos droits fondamentaux sous prétexte de les défendre. Au Parlement comme ailleurs, et avec l'appui de la majorité du Nouveau Parti Démocratique, j'ai condamné le gouvernement pour l'invocation de la Loi sur les Mesures de Guerre, et pour ensuite l'avoir remplacée par une autre loi tout aussi répressive.

Tout ce qui est arrivé depuis le 16 octobre a complètement justifié notre position. Plus de 400 Canadiens innocents ont été arrêtés, gardés en prison pendant des jours et relâchés sans accusation. Le gouvernement libéral à Ottawa et à Québec a peut-être subi une humiliation des plus sérieuses il y a quelques semaines lorsque les cinq ont été acquittés sous l'accusation de conspiration séditieuse. Quelle atteinte à l'arrogance irréfléchie de Trudeau et Marchand, Bourassa et Choquette! Et ils le méritent.

La leçon qu'il faut en tirer est claire. L'attitude autoritaire de ces deux gouvernements se voit nettement condamnée. Ils devraient mettre fin immédiatement à la loi remplaçant celle sur les Mesures de Guerre. Les provisions anti-démocratiques de cette loi et ses aspects inhumains sont sans excuse.

Je n'appuie pas le mouvement pour la séparation du Québec. Je ne crois pas que cette mesure soit avantageuse ni pour le Québec ni pour le reste du Canada. **Moi, je ne puis même concevoir un Canada sans le Québec ou sans les Québécois.** Je suis convaincu que si le Québec se séparait du Canada, l'existence même de notre pays serait en danger. Je suis également convaincu que si le Canada cessait d'être un pays indépendant, non seulement le Québec séparé serait-il menacé, mais **la culture et la langue françaises seraient aussi menacées par la puissance et la cruauté du capitalisme américain.** En somme, je suis convaincu que si le Québec se séparait, ni le Canada, ni le Québec pourraient survivre.

Je tiens à préciser que même si je suis en désaccord avec cette option, **cela n'affecte aucunement ma détermination de défendre avec toutes mes forces le droit** de ceux qui y croient d'organiser et de persuader leurs concitoyens à l'accepter. Une des raisons pour laquelle je me suis opposé à la Loi sur les Mesures de Guerre et au bill Trudeau-Turner, **c'était ma conviction que ces mesures s'adressaient à l'opposition démocratique de cette province aussi bien qu'aux terroristes.**

On parle beaucoup de l'auto-détermination. Là-dessus, les principes du socialisme et de la démocratie sont clairs pour moi. Si la majorité du Québec décidait librement et démocratiquement de se séparer, il serait insensé, voire criminel, d'essayer de les en retenir par la force. Je m'opposerais de toutes mes forces à une tentative de décider de notre avenir commun par les armes ou par des pressions économiques. Je ne voudrais jamais voir de Biafra au Canada. Au contraire. **Si les Québécois décidaient de se séparer, la tâche de tous Canadiens civilisés serait de trouver des moyens à vivre ensemble dans la paix et dans la coopération.**

Si c'était là le sens de la résolution adoptée par le congrès N.P.D. à Montréal, je serais entièrement d'accord avec elle. Mais elle semble vouloir viser autre chose, vouloir faire de l'auto-détermination la clef de tous nos problèmes. Là je ne suis pas d'accord.

D'abord, elle évite de répondre aux véritables questions de l'heure. Elle parle d'une situation qui n'est pas la nôtre à l'heure actuelle. **Il n'y a aucune preuve que la majorité des Québécois, la majorité des ouvriers et des cultivateurs de cette province, désire se séparer du Canada.** Certains prétendent que l'indépendance est inévitable. Je ne sais pas d'où ils tirent

Les candidats à la chefferie

À la veille du congrès fédéral, le journal a contacté les cinq candidats à la chefferie. Quatre d'entre eux ont présenté leur position face au Québec. Lisez attentivement.

Canada sans le Québec"

ce don de prophétie. Tout semble indiquer le contraire, que notre avenir n'est pas déterminé.

Le véritable problème — celui auquel on nous demande de répondre — c'est de trouver les principes et les modalités qui nous permettraient de **bâtir dans ce pays une société socialiste et unie.** Le parti N.P.D. québécois est appelé à jouer un rôle essentiel là-dedans. Ce n'est qu'avec son aide qu'on a pu élaborer, et qu'on pourra continuer à élaborer une politique pour renouveler notre pays. J'espère profondément que le parti au Québec n'abandonnera pas cette tâche essentielle.

Deuxièmement, **le terme "auto-détermination" est mal compris au Canada anglais.** C'est un terme savant qui n'est pas dans le langage du peuple. Il est compris par le peuple comme exprimant une caution morale, même un encouragement à l'indépendance. Nous du N.P.D. nous avons le devoir de faire comprendre à nos concitoyens, tant anglophones que francophones, les décisions que nous devrions prendre ensemble.

Mais justement pour cette raison il faudrait se servir d'un langage qui communique notre pensée clairement et sans ambiguïté. **Le langage d'auto-détermination** ne peut qu'approfondir la confusion et les équivoques. Et pas seulement au Canada anglais. Je me demande combien de Québécois comprendront une position qui ne se veut ni fédéraliste ni indépendantiste. On risque de nuire sérieusement au Parti dans le Canada anglais, sans ajouter beaucoup à sa stature au Québec. Ça, ce n'est pas très sage.

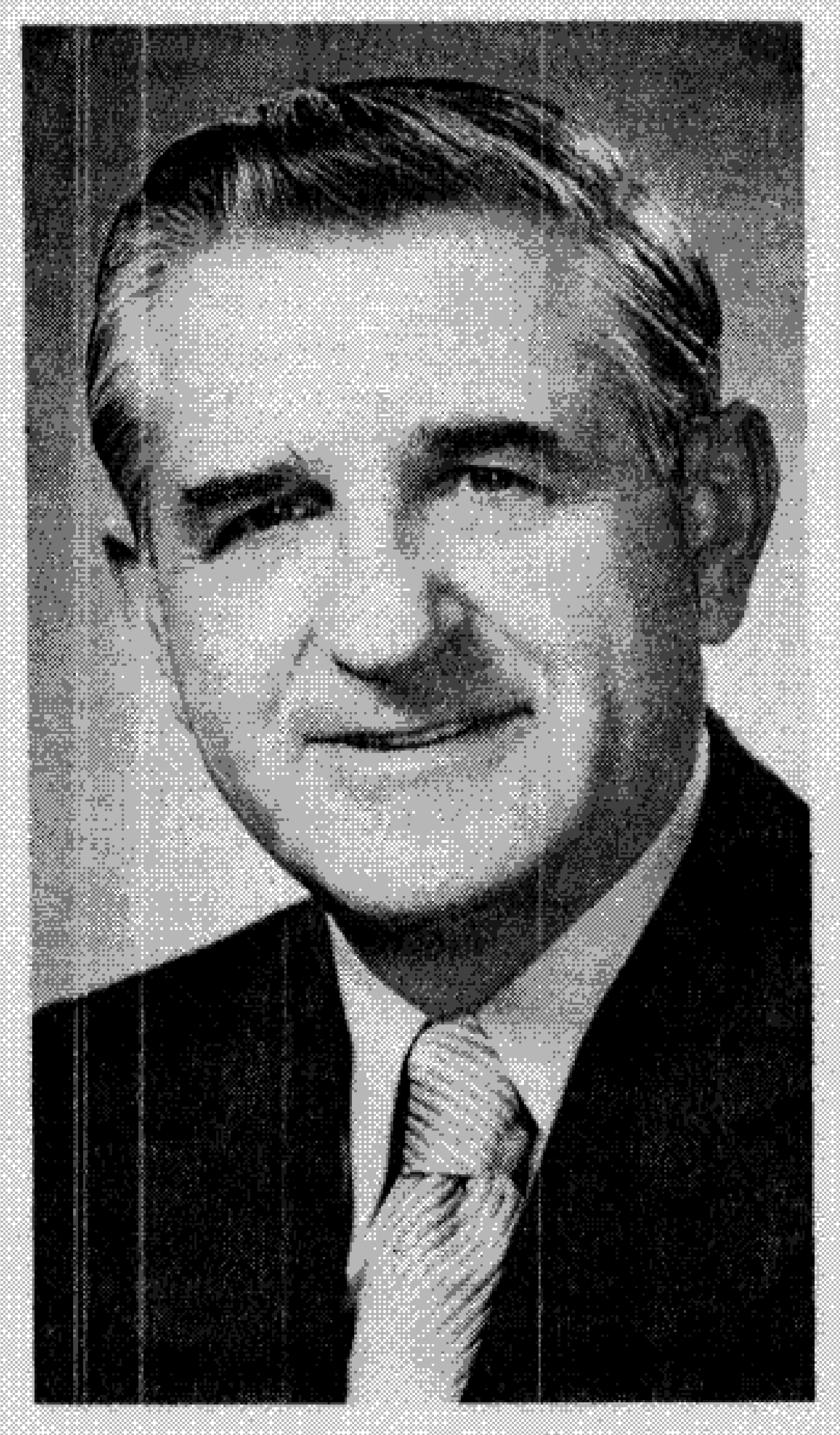
Troisièmement, il y a une attitude avec laquelle je suis profondément en désaccord. **Les décisions que le Québec pourrait prendre quant à son avenir n'affecteront pas seulement les Québécois.** Tous les Canadiens, — les ouvriers de l'Ontario, les cultivateurs de l'ouest, les pêcheurs des Maritimes, en subiront les conséquences. L'avenir du Québec n'est donc pas une question qui intéresse les seuls Québécois.

Bien entendu, si aucun accord n'était possible entre nos deux peuples, l'un n'aurait pas le droit de retenir l'autre. Mais si on veut oeuvrer ensemble, si on veut bâtir une alliance des socialistes canadiens, on ne peut pas faire fi des aspirations de tous ceux qui ne vivent pas dans le Québec.

Laissez-moi m'exprimer directement. Je suis Canadien. Je suis socialiste. Donc l'avenir du Québec et des Québécois m'intéresse directement et profondément. Si l'on prétend que ce que je ressens ne compte pour rien dans l'élaboration de cet avenir, alors toutes les belles paroles sur l'alliance des socialistes ne sont que de vains mots, des clauses de style, creuses et froides.

De deux choses l'une: **ou bien on décide d'oeuvrer ensemble:** mais alors on ne pourra plus prétendre que chacun des peuples élabore son avenir en vase clos; **ou bien on va jusqu'au bout de l'auto-détermination,** mais alors on accepte la rupture complète entre les deux peuples qui sombreront chacun de son côté dans la grande mer américaine.

Moi, j'opte fermement pour la première solution, pour l'union. Et par conséquent je n'accepte pas que nos deux solitudes décident tout chacun de son bord. **Une alliance des socialistes démocratiques ne se bâtira que dans l'échange,** dans la discussion profonde de nos aspirations respectives, et dans les buts communs qui nous inspirent tous en tant que socialistes.



David Lewis, M.P.

Pour moi le N.P.D. ne peut pas préconiser la rupture de notre pays. **Nous pouvons atteindre une vraie démocratie sociale et économique uniquement si tous nos gens travaillent ensemble,** et en particulier, si le peuple Québécois et les ouvriers du reste du Canada s'unissent énergiquement pour lutter contre le capitalisme, et domestique et étranger. Voilà ce que devrait être notre seul but. Je sais que nous ne pourrons pas l'atteindre facilement ou vite, mais en tant que Canadien et en tant que socialiste c'est le seul but que je peux appuyer.

À la recherche de Personnel

À la suite du Congrès provincial, nous entrevoyons des démissions à la Direction du Journal. Certains se voient contraints d'abdiquer leurs responsabilités au journal et en assumer de nouvelles au sein du parti, ou en raison de motifs personnels.

Sont à combler les postes suivants:

Rédacteur en Chef
Directeur à l'Administration
Rédacteur aux articles

Les candidats devront contacter Jean Léonard dans le plus bref délai possible afin de collaborer avec la présente administration à la préparation du quatrième numéro.

Personnel needed

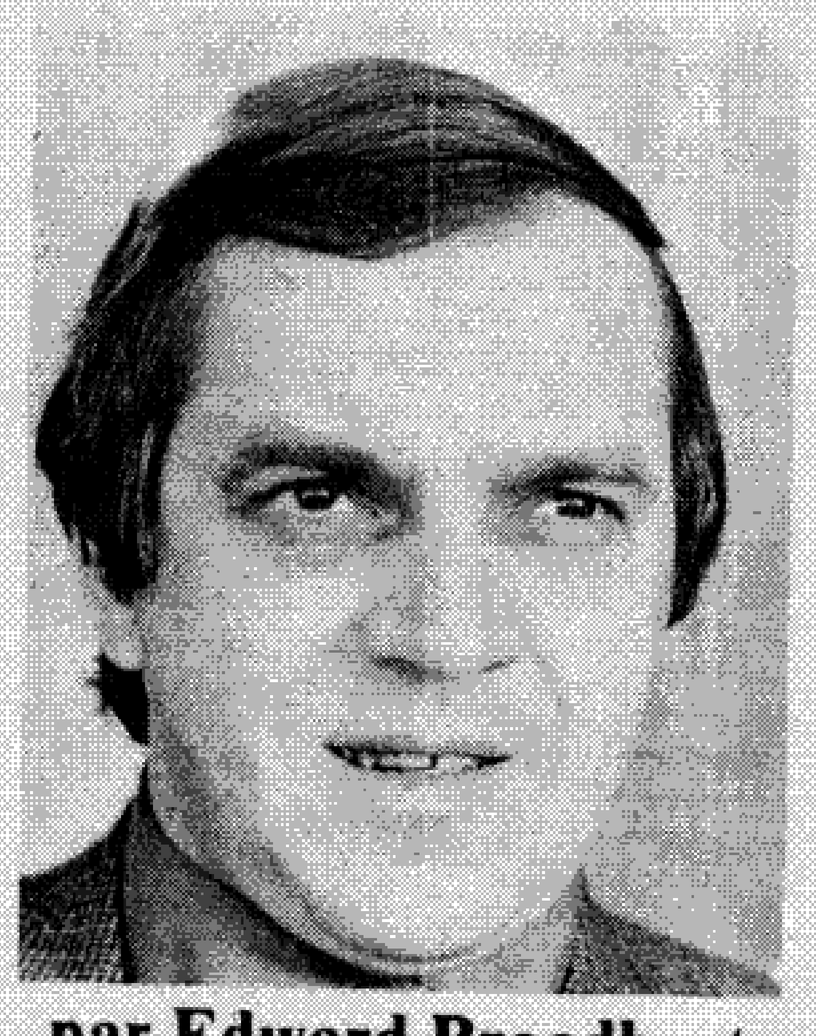
Since the provincial convention, we have received some resignations from the Editorial Board of the magazine. Certain people are forced to give up their responsibilities on the magazine in order to assume new ones within the party; others have resigned for personal reasons.

The following positions are vacant:

Editor-in-Chief
Administrative Director
Copy Editor

Anyone interested should contact Jean Léonard as soon as possible, in order to be able to work with the present administration on the preparation of the fourth issue.

Tout groupe national a le droit de déterminer son avenir



par Edward Broadbent

J'aimerais discuter avec vous des nouvelles possibilités de collaboration entre le peuple du Québec et le reste du Canada dans le cadre du programme du Nouveau Parti Démocratique.

Tout groupe national a le droit de déterminer son avenir. Ce principe vaut tant pour les Canadiens anglais que pour les Canadiens français. Je crois que si le peuple du Québec veut être indépendant, c'est leur choix et leur droit. Mais personnellement je souhaite profondément que le peuple du Québec reste dans le Canada. Maintenant la question qui se pose est celle-ci. Comment les Anglophones et les Francophones peuvent-ils se développer harmonieusement?

La province de Québec est la patrie de la vaste majorité des Canadiens français. Aussi, ce n'est pas une province comme les autres. La constitution du Canada a toujours reconnu ce fait et elle doit continuer de le reconnaître. Par exemple, le peuple du Québec veut avoir plus de pouvoir que les autres provinces dans le domaine de la sécurité sociale. Cette position, depuis longtemps acceptée par le N.P.D., était soutenue récemment à la conférence constitutionnelle par le premier ministre du Québec. La thèse est solide. Le Régime des pensions du Canada nous offre un bon exemple d'un partage où le Québec a son Régime et le reste du Canada a le sien. Il est temps que Trudeau reconnaisse et accepte cette réalité constitutionnelle.

Les dernières élections au Québec ont démontré que beaucoup de gens désiraient appuyer un parti de réformes sociales. Pour cette raison, je crois que pour la première fois dans l'histoire du Canada il est possible qu'un parti socialiste fédéral puisse gagner la confiance des Canadiens français dans la Province de Québec.

Aux dernières élections provinciales une fraction importante de la population a voté pour la justice sociale, la réforme de la politique du logement, une plus juste répartition du fardeau des impôts, et une amélioration des droits des travailleurs. Une étude faite de ceux qui ont voté pour le Parti Québécois a révélé qu'environ la moitié d'entre eux ont appuyé ce parti non pas à cause de sa position indépendantiste mais pour appuyer les réformes sociales de cette sorte. **Au Canada, au niveau fédéral il n'y a qu'un parti qui travaille pour ces mêmes objectifs:** c'est le Nouveau Parti Démocratique. Donc, je crois que, pour la première fois, c'est possible pour les anglophones et les francophones de gauche d'envisager la possibilité de travailler ensemble au niveau fédéral.

Les ouvriers d'Oshawa, membres du syndicat U.A.W., ont appuyé les ouvriers de Ste-Thérèse dans leur lutte pour faire reconnaître le français comme langue de travail dans l'usine. **C'est là un exemple de coopération entre des gens de gauche du Canada anglais et leurs amis du Québec** pour atteindre certains objectifs importants et légitimes désirés par les ouvriers du Québec. Ceci démontre qu'il est maintenant possible d'en faire autant dans tous les autres domaines.

Le Nouveau Parti Démocratique a toujours travaillé pour les gens ordinaires. Mais notre action ne se limite pas seulement au domaine économique. Vous savez que le Nouveau Parti Démocratique a défendu les libertés civiles des Canadiens quand le Premier Ministre M. Trudeau a invoqué l'acte des Mesures de guerre.

C'est mon opinion que pour la première fois dans notre histoire, **la possibilité se dessine d'une coopération réelle** entre les Canadiens français et les Canadiens anglais intéressés aux réformes sociales.

Il y a actuellement beaucoup de Québécois, particulièrement à Montréal-Est, qui sont prêts à voter pour un parti qui entend promouvoir un changement réel des conditions sociales.

Les Québécois peuvent maintenant voir qu'il y a un parti fédéral qui s'intéresse à la liberté culturelle, aux libertés civiles et à la justice économique: Il peut y avoir "le socialisme sans le séparatisme".

Nous, du Nouveau Parti Démocratique continuerons à lutter pour la vraie justice sociale. J'espère que vous serez avec nous.

Les rapports entre le Canada anglais et le Québec

"...fondés sur un choix libre et mutuel"

Jim Laxer, candidat du groupe Waffle à la direction fédérale du NPD, a été une des voix principales dans le débat récent sur la domination économique étrangère, sur la vente des ressources naturelles et sur la question québécoise.

M. Laxer a fait partie du petit groupe de membres du NPD qui se sont réunis au printemps 1969 pour chercher des moyens de rappeler au parti les problèmes essentiels de l'indépendance et du socialisme, et qui ont rédigé le manifeste "Waffle" ("Pour un Canada indépendant et socialiste").

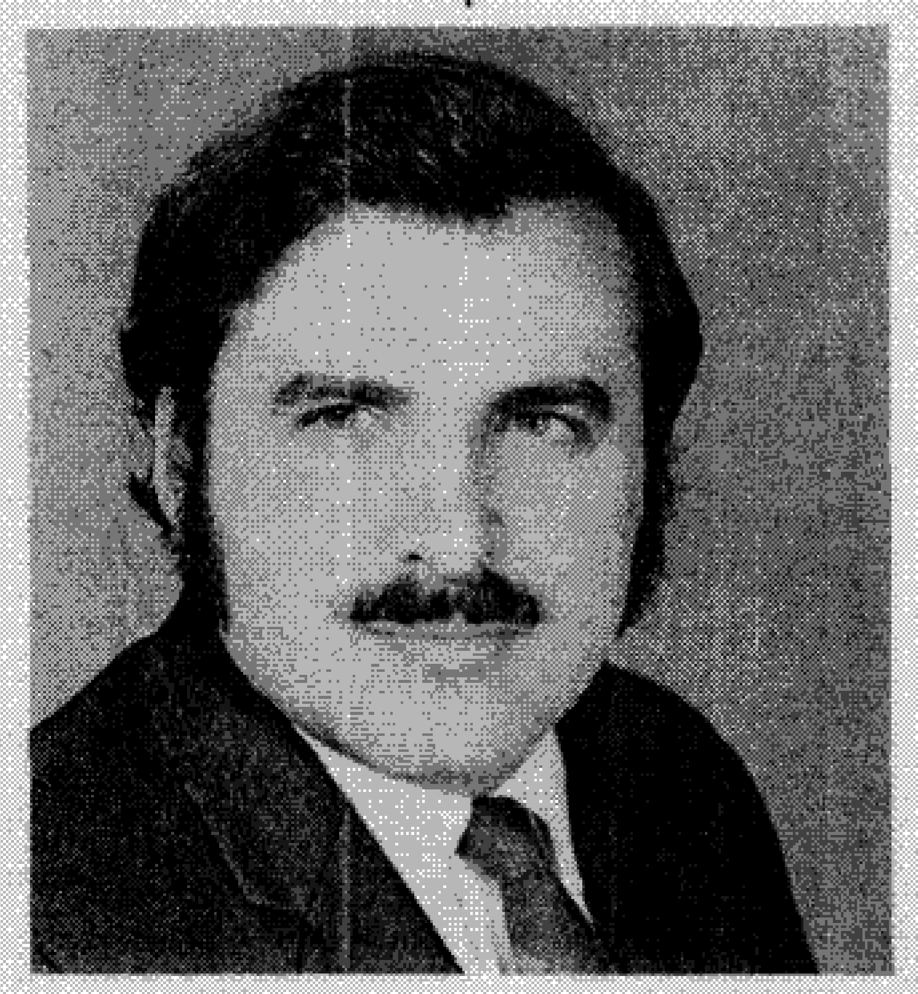
Le nom "Waffle" s'est attaché presque par accident au mouvement né de ces réunions, suivant une discussion où quelques membres du groupe s'accusaient eux-mêmes de "waffling" (refuser de prendre une position ferme) sur la question de la nationalisation.

M. Laxer, âgé de 29 ans, est professeur d'histoire canadienne à l'université Queen's et auteur de plusieurs articles historiques sur les mouvements sociaux au Québec et au Canada anglais. Dans son livre **"The Energy Poker Game"**, paru en automne 1970, il a prévenu le public canadien des dangers implicites dans la vente des ressources canadiennes projetée par le gouvernement libéral. Quinze jours après la parution du livre le gouvernement canadien a annoncé la vente de 6.3 trillions de pieds cube de gaz naturel, valant trois billions de dollars, aux États-Unis, sur une période de 15 ans. En novembre, des discussions entre délégués canadiens et américains ont ouvert la voie pour l'entrée libre du pétrole canadien aux États-Unis.

Selon M. Laxer cet accord est entièrement au profit des corporations américaines, qui contrôlent 82.6 pour cent de l'industrie de pétrole et de gaz canadienne. En outre, les industries de ressources ne paient que fort peu d'impôts au gouvernement canadien. Et ce qui est le plus important, l'exportation des ressources crues signifie l'accroissement du chômage au Canada, étant donné que la fabrication industrielle se fait à l'extérieur du pays.

M. Laxer travaille depuis plusieurs années au sein du NPD, sur le campus de l'université de Toronto, dans des circonscriptions électorales à Toronto, à Ottawa et à Kingston. Il est actuellement membre de l'exécutif provincial du NPD-Ontario et du conseil fédéral du parti.

En tant que membre du NPD dans les années soixante, **M. Laxer se souciait du manque de communication entre le parti et les nouveaux mouvements sociaux populaires,** et des problèmes créés pour la classe ouvrière du Canada par la domination économique étrangère. D'autres membres du parti partageaient sa préoccupation, et de leurs efforts est née une nouvelle vision du NPD comme point de ralliement politique pour les mouvements ouvriers, agricoles et communautaires dans leur lutte contre les corporations puissantes, souvent américaines, qui dominent notre vie sociale et économique.



Jim Laxer

M. Laxer maintient que la nouvelle société socialiste ne devrait s'imposer d'en haut, mais doit se construire d'après la volonté consciente et l'action du peuple canadien. Sans une telle base populaire, un parti politique n'arrivera jamais à contester efficacement le contrôle corporatif de notre société et à affirmer les priorités publiques. C'est seulement une telle base populaire qui assurera que la société socialiste que nous envisageons sera dirigée par les gens qui travaillent dans ses usines, ses bureaux et ses fermes — et non par des bureaucrates et des élites politiques.

Déjà à l'époqu où il travaillait dans le journalisme étudiant, pour devenir plus tard président des Presses universitaires canadiennes, le candidat écrivait des articles sur les problèmes sociaux du Canada anglais et du Québec. **En 1963 il a organisé une démonstration de 3,000 militants à Queen's Park pour appuyer les droits de langue des ouvriers québécois.** Dans une conférence de presse à Ottawa le 12 février 1971, M. Laxer a réaffirmé sa position sur les relations entre le Canada anglais et le Québec:

"Le Québec n'est pas une province comme les autres. **Il n'acceptera jamais que le gouvernement fédéral assume plus de pouvoirs économiques.** Et pourtant c'est exactement ce qu'il faut pour surmonter le sous-développement régional, le chômage et le contrôle économique américain du Canada.

"Notre fédéralisme à présent ne fait qu'encourager la domination américaine du Canada anglais et du Québec, et le gouvernement actuel veut maintenir le **statu quo.**

"Le Canada anglais aussi bien que le Québec ont un intérêt à reconnaître que nos tentatives d'arriver à une solution conforme aux termes du "BNA ACT" ont abouti à une impasse.

"Il nous faut créer une nouvelle relation en établissant certains principes de base. **Les rapports entre le Canada anglais et le Québec doivent être fondés sur un choix libre et mutuel, et non sur la contrainte.** Il est faux de suggérer qu'un choix libre existe actuellement pour les Québécois, étant donné le chantage économique utilisé pendant la dernière élection provinciale au Québec, l'intimidation générale de l'acte des mesures de guerre et les attaques calomnieuses faites au cours de l'élection municipale récente à Montréal. Le Québec et le Canada anglais doivent avoir le droit de limiter ou d'étendre leurs rapports, selon les voeux de la majorité de chaque peuple.

"Il est évidemment faux d'interpréter cette position comme séparatiste. À mon avis il ne peut y avoir de relation fructueuse entre le Canada anglais et le Québec à l'avenir sans l'acceptation de ces principes. Et une telle relation est essentielle à la survivance de nos deux nations face à la domination américaine.

"J'ai confiance que si nous renon-

(Suite à la page 13)

"En traitant les québécois avec respect..."

Nous devons nous assurer l'appui des Canadiens pour accomplir trois grandes tâches.

Nous devons, en premier lieu, préserver et mettre en valeur l'indépendance économique et politique du Canada. Deuxièmement, nous devons créer un ordre social qui visât à l'égalité, et réaliser cet objectif en redistribuant les pouvoirs économique et politique. Nous devons, enfin, bâtir une nouvelle solidarité canadienne basée sur l'alliance des travailleurs.

La seule manière de réaliser ces objectifs, c'est par le truchement d'une force politique socialiste démocratique: le Nouveau Parti Démocratique.

Si je cite l'indépendance véritable en tête de nos priorités, c'est que sans elle nous ne pouvons rien faire.

Mais l'indépendance ne se gagne pas en brandissant le drapeau, en criant des slogans chauvinistes, ni en constituant des commissions culturelles. On peut manier des symboles tant qu'on voudra, ce n'est pas cela qui nous garantira de la domination d'autres pays. Nous devons établir nous-mêmes les bases matérielles de notre avenir, par la voie de mesures publiques, et nous y tenir. Il nous faut régir nous-mêmes notre production; allouer nos ressources et nos épargnes, et affecter judicieusement notre potentiel humain. L'indépendance doit être une priorité nationale, et l'action politique est l'instrument qui doit nous permettre d'aboutir à ce résultat.

Nous devons persuader les Canadiens que l'indépendance est un objectif hautement désirable. Nous devons créer une volonté nationale d'indépendance. Nous devons faire comprendre à des millions de Canadiens "moyens" l'urgence de cet objectif.

Or, l'indépendance n'est pas encore le but suprême, ni pour nous, ni pour le Canada. Encore faut-il qu'elle serve le peuple.

En tant que Nouveau Démocrate j'estime que les travailleurs devraient avoir davantage voix au chapitre dans les conseils de la nation. À mon avis, le seul genre de politique qui présentât du **neuf,** c'est celui qui insisterait que le pouvoir soit partagé, plutôt que monopolisé comme il l'est. Lorsque Monsieur-Tout-le-Monde aura une vraie chance d'agir sur son avenir, les programmes bien définis qui répondront à ses besoins découleront de source.

Aussi, le rôle de notre parti est-il, non seulement, de se préoccuper des sujets de valeur sociale, mais aussi de faire en sorte que le Canadien moyen puisse vraiment exprimer ses vues à l'échelon politique. Nous ne sommes pas des bureaucrates, mais des démocrates. Si nous parvenons à mieux répartir le pouvoir et à le démocratiser, la redistribution des richesses suivra.

Il n'est pas de meilleure façon de commencer sur cette voie que de démocratiser plus encore notre propre parti, d'élargir les rapports entre les membres de notre mouvement et ceux du caucus fédéral et du Conseil.

Mais il est encore plus essentiel que nous participions de beaucoup plus près aux activités quotidiennes de nos collectivités. Nous n'avons pas su au cours des années nous attirer nettement les suffrages des gens de ressources modestes, des non syndiqués, de ceux, en fait, qui bénéficieraient le plus de nos programmes.

par John Harney

Je n'envisage pas un très brillant avenir pour notre parti si nous nous désintéressons de ces groupes, si nous ne leur prouvons pas par l'exemple que le NPD se préoccupe très sérieusement de leur situation. En tant que chef du parti, je consacrerais une large part de mon effort à faire de l'action civique la quatrième dimension-clé de notre activité politique.

C'est dans ce secteur également que nos relations avec le mouvement travailliste prennent une importance capitale, car il est de fait que tant notre parti que les syndicats cherchent à organiser les non-syndiqués. Ensemble, nous pouvons grandement améliorer le sort de ces gens. C'est pourquoi l'on ne pourrait rien souhaiter de mieux que de rendre aussi cordiales, aussi ouvertes et dynamiques que possible les relations entre le NPD et le mouvement syndicaliste, et ce, pas seulement aux échelons supérieurs, mais aussi à tous les niveaux intermédiaires et inférieurs de nos groupements respectifs.

Du fait, peut-être, que j'ai été élevé dans un milieu québécois bilingue, les problèmes de la Confédération me tiennent terriblement à coeur. Je ne crois pas qu'ils puissent être résolus par des formules spéciales et des amendements constitutionnels. J'estime, au contraire, que les Canadiens moyens des deux cultures devraient fonder une nouvelle alliance, basée sur les notions d'égalité et de nouvelle répartition du pouvoir politique.

Il s'agit par conséquent de présenter au travailleur québécois un Canada où la force ouvrière a plus que son "mot" à dire, où les programmes du gouvernement tiennent compte de ses besoins. Il s'agit de lui garantir que nous rejetons le fédéralisme inflexible que les élites des vieux partis ont pu jusqu'ici exploiter à leur avantage. **Il s'agit, enfin, de l'inciter, ce travailleur "moyen", à appuyer notre objectif qui consiste à bâtir un Cana-**

(Suite à la page 13)

Laxer . . . *(suite de la page 5)*

çons à notre attachement au fédéralisme du parti libéral, qui n'a résulté que dans une méfiance entre nos deux peuples, nous pouvons développer des liens positifs et des institutions politiques et économiques qui répondront aux besoins mutuels de chacun des deux peuples."

Comme solution au problème des ressources canadiennes, **M. Laxer propose la nationalisation des industries de ressources,** une demande soutenue par la convention provinciale du NPD-Ontario en octobre 1970.

"Alors le Canada pourrait industrialiser dans les régions riches en ressources naturelles; qu'on a l'habitude de regarder comme de simples sources de matériaux crus. Les richesses que l'on retire du sol dans les villes minières canadiennes seraient dirigées vers la diversification de l'économie de ces régions, créant ainsi de nouveaux emplois."

Laxer ne voit pas la nationalisation comme une fin en soi, mais comme un moyen de fournir des emplois et de distribuer plus également les richesses du pays, nous permettant de prendre contrôle de notre système industriel et de nous attaquer aux problèmes de la bureaucratie et de la centralisation.

Harney . . . *(suite de la page 6)*

da fort et indépendant et un ordre social fondé sur l'égalité des conditions humaines.

Lorsque les gens du Québec verront un parti fédéral agir, non plus contre, mais pour eux, alors, et alors seulement, reprendront-ils confiance dans le système politique fédéral. Ils oeuvreront alors de concert avec leurs homologues Canadiens anglais pour rebâtir une nouvelle solidarité canadienne mieux équilibrée.

Là est la pierre de touche de l'avenir de la Confédération. Nous devons y atteindre sans compromis, en rejetant toute forme de séparatisme, et en affirmant notre volonté de créer un pays indissolublement solidaire. En traitant les Québécois avec respect, nous nous attirerons le leur.

Mais, encore une fois, tout cela implique d'entrer en rapports plus suivis avec les gens, dans leur propre langue. Notre chef fédéral doit absolument pouvoir communiquer ses objectifs aussi efficacement au Québec qu'en Colombie britannique. **Pour cela, il doit être bilingue et sensible aux très sérieuses et légitimes préoccupations des Canadiens français au sujet de leur culture et de leur mode de vie.**

Aspirer à la chefferie de notre parti et à la succession d'un homme du calibre de Tommy Douglas est un défi de taille, mais, avec votre appui, je suis prêt à tenter de m'en montrer digne.

What Quebec wants!



By Raymond Laliberté

When travelling in English Canada I have often been asked the predictable question "What does Quebec want?" The task that I, and many other Quebec spokesmen have in interpreting the aspirations of our nation to English Canadians is to elaborate on the following minimum principles.

1. **French Quebec demands control over its own cultural development.**
2. **French Quebec demands control over its own social institutions spending programs.**
3. **French Quebec demands control over its own political system.**

These are the strictest minimum principles which transcend all social classes and all political parties in French Quebec. **They are expressed** by the existence and continuity of the Quebec Créditistes, as well as in the existence and relative stability of the Union Nationale. **They are expressed** in the recent proposals of the Quebec branch of the Conservative Party and in what was adopted at the Quebec N.D.P. convention in February. **They are expressed** in the spontaneous reaction of Health and Welfare minister Castonguay a few weeks ago at the Federal-Provincial Conference when after a few days of discussion he closed his books flatly and said: "It is impossible to discuss adequately, we do not speak the same language", and he was not referring to the French-English language barrier. And finally is it necessary for me to emphasize the growing strength of the Parti Quebecois? It is also a part of Quebec.

The Trudeau gang is denying all of this: Here is what they propose:

1. "Fuddle-duddle" with the cultural development of Quebec: to guarantee it we will hire 276 additional French speaking civil servants and impose biculturalism on the pig-grower in Saskatchewan.
2. "Merde" to the separatist oriented mentality of controlling social institutions and expenses for, it is true democracy to ask the Premier of Quebec how he will spend it.
3. "Finies les folies" of Quebecers demanding to control their own political system. The political system is Canadian and Quebecers have no right to decide alone of the future of Canada.

But worst of all the Trudeau gang is not alone in attempting to impose these solutions on us against our will. He is in the company of Stanfield who is pushed along by the Diefenbaker clan and even by some English speaking New Democrats who are afraid as hell to lose a few votes at the next Federal election.

These are the demands made by French Quebec because **it is not the English speaking Quebec which expresses our nation's common will to survive, to develop and to grow stronger.**

Only a small number of English Quebecers have endorsed the common objectives of French Quebecers. They are assisting us in expressing our goals throughout Canada. For an English speaking Canadian attempting to understand "what Quebec wants?" it is essential to bear this point in mind.

Quebec is only now beginning to control some of its institutions. French speaking Quebec has begun to feel and enjoy its majority status. This cultural maturation has led to a special type of nationalism.

What then is to be done?

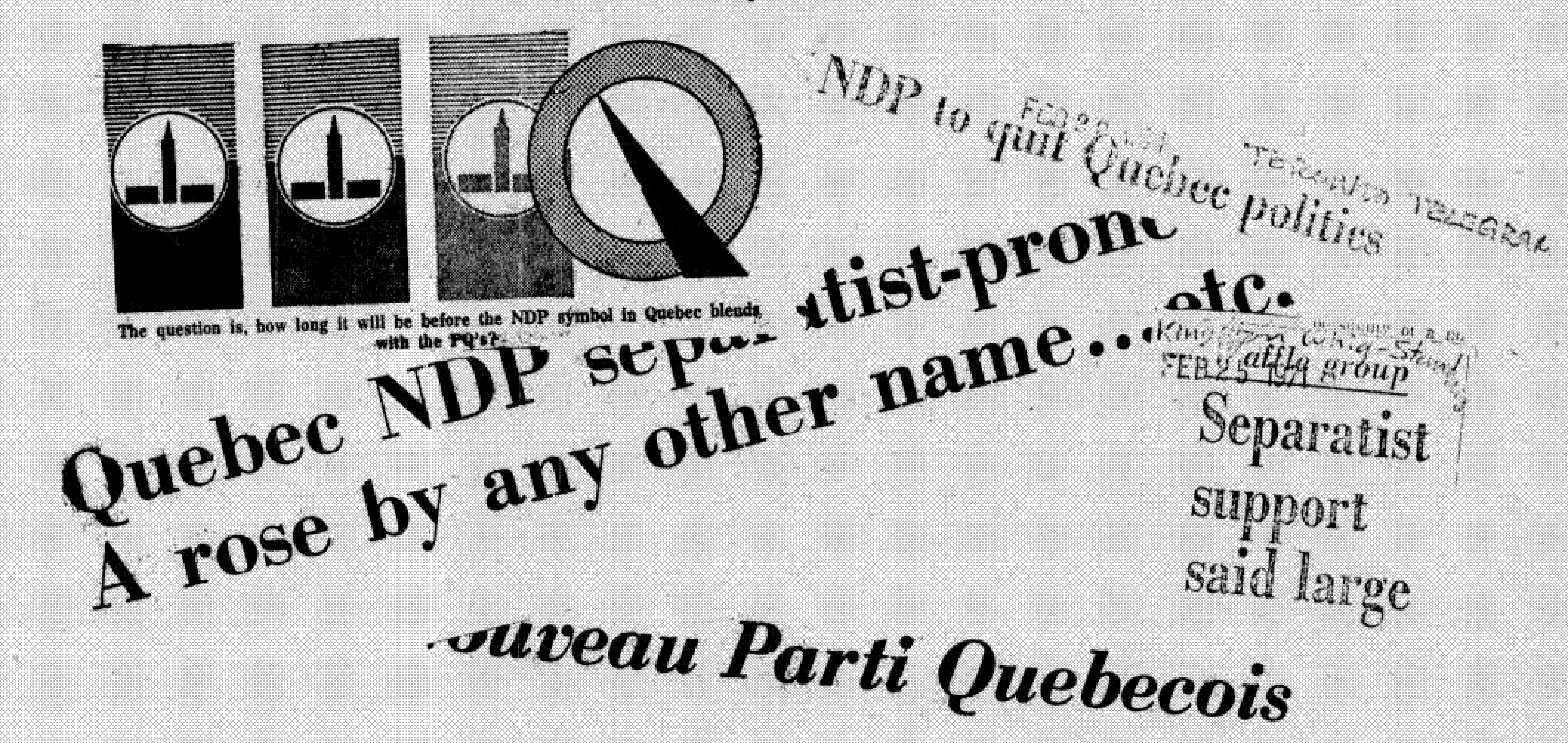
We must recognize frankly that Quebec has an absolute right to decide for itself, and without outside coertion, of its own future. The decision may be for political sovereignty or it may not be. But unless a completely new set of proposals acceptable to Quebecers is made we consider the movement to be irreversible. **The question "What does Quebec want?" must be replaced by "What does Canada propose?".** These proposals must be made not to the Quebec N.D.P. but to the Quebec people as a whole through its acting government.

Thus the policy of the Quebec party is to refrain from proposing any constitutional option for the time being but simply to recognize the need for a new alliance based on the results of debate by popular constituent assemblies throughout Canada. **The basis for this new arrangement would be the "a priori" recognition of the right of Quebecers to decide for themselves to what extent they will enter this partnership.** Then and only then could the maximum possibilities for agreement between the nations be discussed. We must mingle more effectively with the "grass roots organizations" growing stronger and more numerous throughout Canada and learn from them new ways of reorganizing their socio-political participation in accordance with new values and new cultural perspectives.

This is much more important for the future of the N.D.P. then a few votes at the next elections. This policy may also be responsible for avoiding a civil war in Quebec within a few years. Simultaneously, **we must throughout Canada take all the economic measures necessary before we are entirely suffocated under the American Imperialist Capitalism.** This requires strong and immediate state intervention as well as an urgent alliance between socialists from Canada and Quebec.

This is what we propose and will defend at the April Convention. **Our stand is firm, our position is clear.** It is remarkably in accordance with what is happening in Quebec now and what is being recognized by many English speaking N.D.P.'ers outside Quebec. It is for all these reasons that I invite your support for this position at the convention.

The Quebec NDP replies…



The question is, how long it will be before the NDP symbol in Quebec blends with the PQ's?

Translated excerpts from the editorial in Le Démocrate official organ of the Quebec N.D.P.

The threat to the colonizers is that it (The new Policy) exposes their hypocrisy. On the one hand they pay lip service to the principle, but on the other, they refuse to demand that the government declares its willingness to entrench it in a new constitution. They argue that such a guarantee is not necessary but they applaud when the Federal government uses its powers to occupy Quebec militarily, to dominate it economically, to curtail the civil liberties of its citizens, to create within it a special class of political prisoners and to manipulate its government thereby controlling its judiciary. It does not hesitate to use its power of intimidation by threatening civil war in order to maintain these colonialist powers.

•••

The English language media may well panic for they are fully aware that this (The new Policy) could mean the emergence of the N.D.P. as a truly representative party with a significant number of members elected from Quebec.

•••

New federal alliance urged

Quebec NDP faction seeks an end to provincial party

By CLAIR BALFOUR
Globe and Mail Reporter

Predictably we are already being accused of having adopted an opportunistic policy. To this we would reply that the correctness of our policy has created the conditions for a strategy which is opportune. **The decision "not to run candidates in Provincial elections"** allows for a regrouping of socialist forces struggling for change at the federal level. It allows the party the flexibility to take stands on all political matters no matter what jurisdiction they fall under in the present constitution.

•••

Much of the distortion by the media centers around the myth that the Quebec N.D.P. "proclaimed" its constitutional independence from the Federal party. Article 2 of the constitution of the New Democratic Party of Quebec, headed "Aims and Purposes" reads as follows: **"the party is a fully autonomous organization** associated with the New Democratic Party of Canada and subject to the principles of democratic socialism".

Anyone who has taken the time to read this document then would recognize that the constitutional independence referred to as a "proclamation" was a simple restatement of a fundamental principle of our constitution adopted at the 1965 founding convention, although we have never invoked our autonomy on major policy matters in the past, this does not preclude us from exercising **our prerogative in the future.**

FEB 10 1971 TORONTO DAILY STAR.

Separatist stand in Quebec expected to hurt federal NDP

By ROBERT McKENZIE
Star staff writer

The correctness of our position is already borne out by the hysteria of the English language media. In their reporting of the new policy, they twist, they distort and they lie. In reply to some of these it is necessary for us to restate that there is **no question of an alliance with the Parti Quebecois.** What the Quebec N.D.P. is proposing is that the debate be taken out of the back rooms of ineffective constitutional conferences and launched in open constituent assemblies. It claims the people's right to participate in the discussion which has to date been confined to the purview of the politicians elected by the money of the capitalist establishment.

A recognition to Quebecers of their absolute right to self-determination

Further to decisions made at its last general convention, the Quebec NDP wants to propose that the New Democratic Party of Canada adopt a new general orientation concerning the relationship which should exist in the future between Quebec and the other provinces in Canada, in connection with the search for new methods of citizen political participation, and the need to contribute to a determination of new political structures to govern the social and economic organization of the citizens.

A) QUEBEC-CANADA RELATIONSHIP

Considering the constitutional positions taken by the NDP in the past on the recognition of two nations in Canada and a particular status for Quebec, as a consequence;

Considering that the Canadian NDP showed great political courage last fall when the War Measures Act was invoked and the Emergency Measures Act was passed;

Considering that it continued to show its determination to ensure that the basic rights of all the citizens of Canada be totally respected under any political circumstances;

Considering, on the other hand, that all other political parties quite freely accepted such infringement on the elementary rights of the citizens of Quebec;

Considering that the Canadian liberal party and government have gone out of their way to reduce to nothing the basic rights of Quebecers;

Considering that they both clearly demonstrate their intention to continue to negate, even if it means the use of force, the fundamental rights of Quebecers to determine by themselves their collective future;

Considering on the other hand that the Quebec nation gives every indication that it firmly and collectively wishes to determine by itself and for itself its own future political orientation;

Be it resolved that this federal convention adopt the following:

a) A recognition to Quebecers of their absolute right to self-determination, meaning their right to collectively determine the degree of political sovereignty which they desire.

b) A commitment to propose and defend this right among provincial sections and the whole Canadian population.

c) An invitation to elected members to defend this position in the Parliament of Canada and the provincial legislatures.

Considering however that it is impossible to ignore the economic and geographic realities of Canada and the North American continent and the consequent interdependence which follows;

Considering also that the economy of the whole of Canada is presently dominated by foreign mainly American capitalist interests;

Considering that it is desirable and that it would be profitable both to Quebec and the whole of Canada that a new alliance be immediately developed between the two people which form Canada today;

The New Democratic Party of Canada:

a) invites all socialists of the Canada of today to develop the closest relationship possible in order to start fighting right now for regaining on behalf of the citizens the controlling structures and economic institutions of Canada and Quebec.

b) also invites all citizens to search for basic principles, institutions and methods to govern this new alliance between the two peoples which make the Canada of today.

Quotes

LE DEVOIR

... As opposed to the implicit continentalism of those who, under pretext of emphasizing the social question, almost completely avoid the national dimension of the problem, they put forward a progressive nationalism which is, according to them, a prerequisite for the establishment of socialism in a society dominated by foreign interests.

... The Quebec wing of the party believed until now that it was a necessary deal with Quebec nationalism in abstract terms—with the well-known result: the majority of social democrats in this province supported the Parti Québécois.

... A political program must be articulated immediately which, instead of raising obstacles, will provide the means for realizing the collective aspirations of the two nations of Canada. The NDP-Quebec can help define not "the solution" but rather "the option" which Quebec needs at the Federal level.

Claude Lemelin

la presse

Thursday, February 25, 1971

Editorial

...In effect, the real question is not whether Quebec **should** stay in Confederation or whether it **should** separate, but whether it will **freely** stay in Confederation or whether, just as **freely**, it wishes to withdraw.

Guy Cormier

MONTRÉAL · MATIN

Tuesday, February 23, 1971

Undigestible Reality

Even though one were to close one's eyes, reality does not change. From the uncomfortable expression on David Lewis' face (candidate for the leadership of the NDP), it became apparent this past weekend that our English-speaking compatriots, even in those circles which seem to be the most understanding, still refuse to consider Quebec an entity distinct from the rest of the country. The resolution presented by the NDP-Quebec was simply an affirmation of the natural right of all peoples to decide their own future. When the Quebec wing calls for the right to self-determination for the Quebec nation, it is not presenting a revolutionary principle. It only sets down an indisputable right in black and white.

... Most of them (the leaders of the federal parties) do not even want to take the trouble to modify the conception which their constituents now have of the Quebec reality. It is easier to follow the trend. And yet, Canadians have everything to gain from hearing the truth; but who, in any province outside Quebec, will dare to tell it to them?...

Paul Gros d'Aillon

LE DEVOIR

Monday, February 22, 1971

Editorial

...Contrary to what Mr. David Lewis seemed to understand, the resolution regarding self-determination is not a pro-separatist resolution. The text clearly affirms "Quebec's absolute right to self-determination; that is, Quebec's right to determine for itself the degree of sovereignty which suits it in all fields". But at the same time, it strongly calls for the necessity of a new alliance "between the two peoples which form the existing Canada". And nowhere does it state that Quebec should actually separate from Canada and orient itself towards the objectives of the Parti Québécois.

... If this resolution upsets Mr. Lewis, it is undoubtedly because it gives a precise meaning to the now convenient term "the two nations". For many years, the leaders of the NDP have not hesitated to speak of two nations: this was courageous of them at a time when this phrase made English Canada shudder in horror. However, they have remained too content with words to which they refrain from giving an exact meaning.

... The NDP risks finding itself faced with a more difficult dilemma than ever before. If, at the Canadian level, the NDP refuses to accept the orientation proposed by the Quebec wing, it risks closing the door on this new generation of Quebecers of whom Mr. Laliberté could be the forerunner.

... From Robert Cliche to Raymond Laliberté, the NDP has not only made an important step forward. It has passed from one world into another. For the first time it has entered a door hardly open until now, into the socio-political world of the new Quebec generation. This event poses a serious problem for the federal NDP. It can also be an important step towards this "new alliance" which we all hope to see.

Claude Ryan

What does Canada propose?